

Votons Philippe Poutou !



Paris, le 4 février. Philippe était présent au rassemblement unitaire contre la fermeture de la maternité de l'hôpital Saint-Antoine. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Nous approchons du premier tour des présidentielles. Tout est possible, même la réélection de Sarkozy. De son côté, Philippe Poutou continue de défendre les droits des travailleurEs et de la population, avant, pendant et après les élections !

À dix jours du scrutin, rien n'est joué. Tout peut arriver. Il y a six mois, après la primaire socialiste, tous les observateurs donnaient Hollande gagnant, assurant l'alternance sociale-libérale tranquille. Aujourd'hui, la situation reste ouverte, rien n'est à écarter, même une victoire de Sarkozy ! Et pourtant, le rejet du président sortant n'a jamais été aussi fort. Il incarne l'austérité de droite, la « règle d'or européenne » qui corsète les budgets publics, les intérêts des plus riches. Alors, il radicalise sa politique, toujours plus à droite : une politique xénophobe et sécuritaire mais aussi l'affrontement contre les syndicats. Son objectif : reconquérir une partie substantielle de l'électorat du Front national. Résultat, les électeurs préférant

l'original à la copie, Marine Le Pen, reste aujourd'hui haut, trop haut dans les sondages.

Mais la force de Sarkozy n'est pas dans son propre camp, elle est dans la faiblesse de la campagne de Hollande. Inscrivant sa politique dans les grandes lignes des choix de l'Union européenne, il annonce une « austérité de gauche ». Dès qu'il s'avance sur une mesure de gauche, comme la création de postes dans l'enseignement, c'est pour hésiter, reculer, s'excuser et dire qu'il supprimera des emplois publics dans d'autres secteurs pour respecter les équilibres. Les classes populaires sentent bien qu'un gouvernement Hollande risque, en fait, d'être un gouvernement « Hollandréou », reprenant les politiques d'austérité qu'ont menées ses homologues

grec, portugais et espagnol. C'est d'ailleurs une des explications des prévisions d'une abstention massive : plus de 30% !

Du coup, la faible dynamique de la campagne socialiste bénéficie à la campagne de Mélenchon. Le succès du Front de Gauche exprime aujourd'hui la résistance des classes populaires à l'austérité. Au-delà de la politique des dirigeants, il y a le refus de l'austérité de gauche que nous promet le PS. Nous partageons nombre de revendications ou de mobilisations avec les militantEs du Front de Gauche, et une nouvelle fois, nous proposons de « frapper ensemble » contre le gouvernement et les capitalistes, que ce soit pour défendre l'emploi ou les droits démocratiques, et avant tout ceux des sans-papiers.

SUITE PAGE 2



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

REGARDS

Ras l'front, face au retour en force du FN

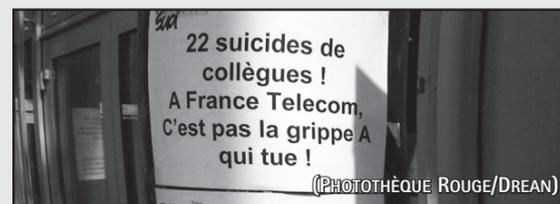
Page 2

**AUX CAPITALISTES
DE PAYER LEURS
CRISES !**

CAMPAGNE

Poutou 2012.

Pages 4 et 5



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/DREAN)

ACTU

Suicides, France Télécom en ligne de mire

Page 10

Agenda

14 avril, santé, rassemblement, Paris.

Le collectif Notre santé en danger ! appelle à un rassemblement régional sur le thème « Notre santé, ça me regarde ! »
RV à 14h30, place Gambetta (M° Gambetta). (lire aussi p. 12)

14 avril, concert NPA, Paris.

Le secteur jeune du NPA organise un concert de soutien à la campagne Poutou. Réservez votre soirée du samedi 14 avril pour y assister !
RV de 16 à 22 heures au Bataclan (M° Oberkampf ou Filles-du-Calvaire) Entrée libre et gratuite (dans la limite des places disponibles).

14 avril, Georges Abdallah, Fresnes.

Rassemblement de soutien à Georges Abdallah pour exiger sa libération, à l'appel du Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah.
RV à 14h30 devant la prison de Fresnes, avenue de la Liberté (Bus 187 depuis Porte-d'Orléans, arrêt Maison-d'Arrêt, ou RER B Parc-de-Sceaux).

14 avril, débat travail, Paris.

Journée de débats « Que deviennent nos métiers ? Comment et à qui en rendre compte ? », organisée par l'Appel des appels, qui inaugurera un cycle de réflexions et d'actions sur ce thème.
RV de 9 heures à 18h30, à l'Ageca, 177 rue de Charonne, Paris 11°.

17 avril, réunion publique NPA, Paris.

Réunion publique de soutien à la campagne Poutou, autour d'un pot avec Gaël Quirante, membre du comité exécutif du NPA.
RV à 19 heures, école élémentaire, 9 rue Tandou, Paris 19°.

17 avril, réunion publique NPA, Cognac.

Réunion publique de campagne « Annulation de la dette, interdiction des licenciements. Un programme pour les travailleurs », avec Daniel Minvielle.
RV à 20 heures au couvent des Récollets, salle Fragonard, Cognac.

18 avril, rencontre, Paris.

Présentation du livre de Jacques Leclercq : *De la droite décomplexée à la droite subversive*, paru chez l'Harmattan.
RV à 19h30, librairie La lucarne des écrivains, 115 rue de l'Ourcq (M°Crimée ou bus 60 et 54, arrêt Crimée-Curial).

20 avril, Salah Hamouri, Bagnolet.

Soirée de solidarité autour de Salah Hamouri en solidarité avec la lutte du peuple palestinien et en soutien à tous les prisonniers politiques. Rencontre exceptionnelle avec Salah Hamouri libéré en décembre 2011 après 7 ans passés dans les prisons israéliennes. La Compagnie Jolie Môme offrira son spectacle de chansons « Paroles de Mutins ». RV à 19 heures au Théâtre de l'Échangeur, 59, avenue du Général-De-Gaulle (M° Gallieni). Entrée libre.

20 avril, réunion publique, Angoulême.

Réunion publique de campagne, « Aux capitalistes de payer leur crise », avec Yvan Lemaitre.
RV à 20 heures, à la MJC de la Grande Garenne, 40 rue Pierre Aumaître.

Lire aussi en page 5 tout l'agenda de la campagne de Philippe Poutou



Votons Philippe Poutou !

SUITE DE LA PAGE 1

Mais à la différence du Front de Gauche, nous ne pensons pas qu'on puisse défendre les revendications des travailleurEs et maintenir l'ambiguïté sur les alliances possibles avec les dirigeants socialistes. Si la gauche gagne, le Front de Gauche décidera de sa participation gouvernementale au lendemain des élections législatives. Dont acte. Mais, dès aujourd'hui, il revendique la participation à une nouvelle majorité de gauche. Comment combattre, alors, l'austérité de gauche et demander une alliance parlementaire avec ceux-là mêmes qui veulent imposer cette politique ? Il faut dégager Sarkozy, mais si Hollande gagne, ne faudra-t-il pas une opposition de gauche unitaire à sa politique ? Le NPA répondra présent ! Et les dirigeants du Front de Gauche ? Avec Philippe Poutou, les choses sont claires. Son programme, c'est l'inverse des politiques actuelles. Les classes dominantes et les gouvernements nous

conduisent à la récession : licenciements, baisse du pouvoir d'achat, destruction des services publics. Elles veulent faire payer la crise aux peuples, nous voulons faire payer la crise aux capitalistes, et à eux seuls. Au contraire, le candidat du NPA défend un « bouclier social », un plan d'urgence contre la crise : interdiction des licenciements, réduction du temps de travail à 32 heures, développements des services publics et création de centaines de milliers d'emplois publics, augmentation de tous les salaires de 300 euros net, pas de revenus au-dessous de 1 700 euros, le droit à la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités ! Priorité doit être donnée aussi à la sortie du nucléaire en dix ans et à une planification écologique qui socialise le secteur de l'énergie pour assurer une reconversion énergétique qui assure les besoins de la population et crée des centaines de milliers

de nouveaux emplois. De l'argent pour appliquer ce programme, il y en a : en taxant les énormes profits des grandes entreprises, en annulant la dette et en imposant une fiscalité anticapitaliste qui prenne aux plus riches pour satisfaire les besoins des classes populaires. Pour réaliser ces objectifs, il ne faudra pas hésiter à affronter les capitalistes, à enlever le pouvoir aux banquiers, à exproprier les banques en les nationalisant sous contrôle des travailleurEs et des citoyenNEs ! Cette politique exige de nouveaux rapports de forces, une mobilisation sociale exceptionnelle, de nouveaux Mai 68 et Juin 36 victorieux. Au-delà des échéances électorales, il faut s'y préparer. C'est ce que défend Philippe Poutou !
François Sabado

regards

Propos recueillis par Alain Pojolat

RAS L'FRONT Face au retour en force du FN

René Monzat, fondateur de Ras l'front, nous a accordé un entretien, durant le Forum social antiraciste (FSA) le 7 avril dernier. (lire aussi p. 11)

En 1990, l'appel de 250 personnalités avait permis de dégager un espace politique pour lancer le réseau Ras l'front. Alors que le FN progresse, il semble que la situation soit plus compliquée aujourd'hui.

Je pense que c'est difficile effectivement, pour des raisons qui tiennent au changement de contexte politique. Quand l'Appel des 250 a été lancé, le Front national était un phénomène massif encore relativement nouveau. Il avait une activité militante contre laquelle il était « facile » de se mobiliser. De plus, le contexte politique faisait que, d'une certaine façon, Ras l'front pouvait exprimer un certain nombre de choses qui étaient au cœur de sa démarche, qui étaient aussi des valeurs qui, sur le papier en tous cas, étaient partagées par l'ensemble du champ politique à gauche. Rien de tout cela n'existe aujourd'hui, le FN existe depuis longtemps, il a diminué, puis il a remonté... Donc les gens se disent qu'il ne constitue pas un réel danger, qu'il va baisser de nouveau, et, surtout, il y a une division très profonde, le FN n'est pas vu simplement comme un parti raciste, mais comme un parti qui pose, de façon peut-être extrême, des problèmes qui sont réels, qui sont les problèmes de l'identité française, de la mauvaise intégration de populations musulmanes, etc. Ils pensent que c'est le fond. Peut-être que s'il y avait une initiative, par exemple après les présidentielles, il pourrait y avoir un écho. Aujourd'hui, on se voit au FSA, il y a du monde, ce n'est pas extrêmement large, il n'y a pas les organisations politiques et syndicales majoritaires de la gauche, néanmoins il y a une initiative unitaire, ici à Saint-Denis, une manifestation de rue, plein d'initiatives dans plein d'endroits : Lille, Grenoble, Lyon... Je pense que de ce point de vue, les choses reprennent.

Avec un FN qui pèse autour de 15%, et qui va de toute façon compter dans la période qui vient, les contradictions internes à la droite, on peut envisager une alliance entre une partie de la droite institutionnelle et le FN, et l'aspiration d'une représentation proportionnelle au Parlement. Existe-t-il d'après toi un risque de recomposition politique entre une partie de la droite et le FN ?

Oui, c'est la stratégie de Marine Le Pen. Elle parie sur la défaite de Sarkozy et un éclatement de l'UMP, et une recomposition entre le FN et une partie de l'UMP dont on a vu depuis des mois qu'il reprend des termes qui chaque semaine sont plus proches de ceux de l'extrême droite.

Ce sera vraiment une autre situation politique, lourde de dangers. Il faut se préparer à des choses surprenantes et pas forcément agréables après les élections.

Le retour à une forme de proportionnelle fait partie des propositions du PS, ce qui est une chose juste par ailleurs. Cela ne nous fera certainement pas plaisir s'il y a des députés du FN à l'Assemblée, mais il ne faut pas revenir sur ce principe démocratique au prétexte que le FN pourrait en bénéficier.

Dans l'Appel des 250 était écrit que l'on commençait le combat contre les fascistes en les nommant comme tels. Il y avait une continuité générationnelle (Résistance, guerre d'Algérie, Mai 68) qui permettait de le faire. Nous ne sommes plus dans cette dynamique. Doit-on alors mener le combat contre le FN en le traitant comme un parti comme les autres ? Par exemple, pour la tenue du meeting central à Paris au Zénith le 17 avril, on assiste à une hésitation des forces politiques à gauche pour prendre une initiative à cette occasion.

Il y a d'une part le débat « académique » sur la définition de ce qu'est le FN. C'est un parti de la « droite révolutionnaire » mais différent du fascisme et du nazisme, mais c'est le même courant politique fondamental incarné de façon différente. C'est un débat qu'il faut avoir. Le problème est qu'un tel parti, avec son programme de préférence nationale, un parti autoritaire, qui s'inscrit dans une tradition antidémocratique, même si aujourd'hui il prétend le contraire, ne doit pas être traité de la même façon qu'un parti de la droite parlementaire traditionnelle. Il est légitime de manifester, de dire des choses, et de souligner que sur le fondspolitique, il n'a pas changé. Il suffit de gratter un peu. En réalité, le FN ne s'est pas transformé en parti classique, démocratique, ce n'est pas vrai. Il est dans l'approfondissement de ce qu'il a toujours été, avec plus de capacités et l'intelligence politique de dire fondamentalement les mêmes choses de façon plus « séduisantes ». Le problème est qu'il va sans doute connaître des succès directement électoraux avec une activité militante qui pour l'instant reste extrêmement faible. Donc oui, cela a un sens de manifester le 17 contre le FN, mais ce serait une illusion d'en rester là !



(PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO)

La crise, toujours !



Par **Dominique Angelini**

Permis de polluer en toute impunité

Les pollueurs peuvent dormir tranquilles, quels que soient les dégâts qu'ils provoquent, la décision de la Cour de cassation risque de les exonérer de toute responsabilité.

1999 : l'Érika, un bateau poubelle qui transportait 37 000 tonnes de fioul pour le compte de Total, s'échoue au large des côtes bretonnes. La plus grosse marée noire depuis l'Amoco Cadiz en 1978 souille 400 km de côtes françaises, décime la faune marine, et il faut que des centaines de volontaires fassent le ménage sur les plages.

Après douze ans de procédure, Total est condamné à indemniser les différentes municipalités concernées et sa responsabilité pénale est engagée. Mais, au-delà du montant de l'amende, 375 000 euros, une paille pour la multinationale, Total voit un véritable enjeu à se pourvoir en cassation : sa liberté de polluer. Et il semble bien que ses vœux soient en passe d'être exaucés :

le 6 avril dernier, le procureur général annonçait qu'il allait demander la cassation de l'arrêt d'appel sans renvoi (la décision de la Cour de cassation serait donc définitive). Il s'appuie pour cela sur le fait que le bateau s'est échoué dans les eaux internationales et non pas dans les eaux territoriales françaises.

Certes, si la Cour suit cette argumentation, les millions d'indemnités déjà versés ne seront pas remis en cause, mais c'est tout simplement une impunité pour les pollueurs que consacrerait la justice. Les multinationales pétrolières, qui acceptent que le carburant soit transporté dans des navires en dessous de tout en termes de normes sociales et de sécurité et sous pavillon de complaisance pour augmenter encore leurs profits, seraient confortées.

Dans cette affaire, l'État est une fois de plus mis en cause. Après AZF, la pollution en mer du Nord, qu'importe l'environnement, la santé et la sécurité de la population face aux milliards de bénéfices exonérés d'impôt du « fleuron » du CAC 40. Comme par hasard, le procureur n'est autre que Marin, un proche de Sarkozy qui, comme le dit justement Eva Joly, « a rendu beaucoup de services ».

La décision de la Cour de cassation doit être rendue le 24 mai. Il est certain que Total, BP et leurs actionnaires attendent avec impatience qu'elle leur délivre ce nouveau permis de polluer.

Trois études récentes indiquent clairement que les différents scénarios de sortie de crise, comprenant notamment des plans d'austérité, seront sans effet et pourraient même augmenter la récession.

Alors que la crise bat son plein, il est à noter trois titres récents et convergents : la note de conjoncture de mars 2012 de l'Insee note « La fièvre tombe, le rétablissement sera lent », instituts statistiques allemand, français et italien publient une note commune « Les tensions s'apaisent, mais la croissance reste faible », et pour l'OFCE, « Qui sème la restriction récolte la récession ».

Il y a accord sur l'analyse de la situation à court terme. Les tensions financières se sont provisoirement apaisées : la Grèce a obtenu une restructuration et une annulation partielle de sa dette (qui est passée de 160% à 120% du PIB), et la Banque centrale européenne (BCE) a accordé aux 800 banques européennes deux prêts sur trois ans au taux de 1%, de 500 milliards d'euros chacun fin décembre, puis fin février (procédure qu'elle continue de refuser aux États en difficulté qui doivent s'endetter à plus de 5%). L'éclatement de la zone euro semble écarté pour l'instant. Il y a aussi accord sur la « montée inexorable du chômage ».

Mais rien n'est réglé, car les « marchés » s'acharment contre le modèle social européen et son niveau de dépenses publiques. On l'a vu jeudi 4 avril avec l'emprunt public espagnol qui a atteint à peine la moitié du montant demandé par le nouveau gouvernement conservateur espagnol, et après que celui-ci a lancé un super plan d'austérité, alors que le taux de chômage est déjà à 23%.

Mais seul l'OFCE présente des analyses et des prévisions à un peu plus long terme, posant, comme nous, la vraie question : la stratégie européenne de réduction à marche forcée des déficits publics (sur laquelle s'accordent avec des nuances Sarkozy et Hollande) entraînera un fort ralentissement économique en 2013, voire, dans certains pays, une véritable récession. Par exemple, selon les calculs de l'OFCE, les politiques budgétaires restrictives cumulées en Europe font que la croissance du PIB de 2012 ne sera que de 0,2% (au lieu de 2,5%) en France, et même en Allemagne de 0,3%



(PHOTO THÉQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

	2011	2012
France	1,7	0,2
Allemagne	3,1	0,3
Italie	0,8	-1,7
Espagne	0,7	-1,1
Portugal	-1,5	-2,9
Grèce	-6,2	-5,3
Zone euro	1,5	-0,4
USA	1,7	2,3
Chine	9,2	8,3
Total monde	3,5	3,1

Perspectives de croissance mondiale, selon l'OFCE (taux de croissance du PIB en volume)

(au lieu de 1,7%).

De plus, l'OFCE présente trois scénarios encore plus à risque pour 2012 et surtout 2013. Le premier scénario suppose une surenchère contre les dépenses publiques au cas (probable !) où les plans d'austérité ne feraient que creuser un peu plus les déficits. La croissance du PIB serait encore plus faible de 1% environ pour chaque pays de la zone euro, avec les conséquences sur le chômage. À la suite du premier, le second scénario envisage un « défaut » dans un pays de la zone euro (analogue à celui de la Grèce). Les premiers candidats à ce destin pourraient être le Portugal et l'Espagne, ainsi que l'Italie. Cela pourrait conduire à la sortie, volontaire ou non, du pays défaillant de la zone euro, voire à l'implosion de celle-ci et alors à une crise monétaire mondiale. Le troisième scénario est celui d'une contagion des difficultés de la zone euro vers les États-Unis et le Royaume-Uni. Mais, comme l'écrit l'OFCE, « dans aucun des trois scénarios la crise n'est réglée, les répliques pouvant surgir n'importe où et n'importe quand ».

Jacques Cherbourg

1. Institut indépendant d'études économiques.

Autisme : les enjeux d'une campagne

Après la maladie d'Alzheimer (avec les résultats pitoyables que l'on connaît), c'est en 2012 que l'autisme est déclaré « grande cause nationale ».

Roselyne Bachelot vient de présenter en conseil des ministres « un plan autisme 2012-2015 ».

Celui-ci relève avant tout de l'effet d'annonce à quelques semaines des élections, alors qu'il n'y a même plus de Parlement pour en débattre.

Rien de concret dans ce plan... à une exception près : « l'offre de soin et d'accompagnement devra évoluer pour se conformer aux recommandations de la Haute Autorité de santé (HAS) ».

Cette dernière vient, en effet, de recommander exclusivement, dans les soins apportés aux autistes, le recours aux méthodes s'inspirant du comportementalisme et de bannir celles faisant référence à la psychanalyse.

À défaut d'apporter des solutions, le plan Bachelot offre ainsi un bouc émissaire, « la psychanalyse » aux familles, ou plus exactement à des associations qui en ont fait un véritable combat. Toute approche scientifique ou médicale doit être l'objet d'une étude critique, et la psychanalyse ne doit pas y échapper. Cela

vaut en particulier pour les soins apportés aux personnes autistes... Mais dans le cas présent, l'offensive menée par des lobbies particulièrement actifs relayés par des parlementaires UMP et la « Haute Autorité de santé » s'apparente davantage à une croisade sans merci, de gens enfermés dans leurs certitudes et dont le seul objectif est la mise à mort des « hérétiques », qu'à une approche scientifique et critique.

Dans ce « débat », des méthodes inacceptables de falsifications, de calomnies et d'intimidation sont utilisées. C'est le cas, par exemple des attaques et menaces contre le Professeur Delion, et la technique des enveloppements humides (packing). Cette technique a été présentée comme un « acte de barbarie » [sic], alors qu'elle est pratiquée, pour des indications précises, par des équipes de soins très respectueuses des patients, et peut donner des résultats probants.

Cette offensive « idéologique » ne peut être séparée d'intérêts très matériels dont les enjeux sont considérables.

Le transfert vers des associations médico-sociales « éducatives » (se référant aux thérapies comportementales) de la prise en charge de personnes soignées auparavant dans le service public

(censé être adepte de la psychanalyse) leur permet de gagner, selon l'expression désormais utilisée, de nouvelles « parts de marché ». La querelle contre la psychanalyse vient ici conforter les orientations de la loi Bachelot (« Hôpital, patients, santé et territoires ») réduisant la place de l'hôpital et du service public au profit du secteur médico-social associatif (fonctionnant souvent à bas coût avec beaucoup de précarité), pour des raisons qui n'ont rien d'idéologique.

Bachelot 2, ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale, ne fait ainsi avec le « plan autisme » que compléter l'œuvre de destruction de Bachelot 1, ministre de la Santé.

J.C. Delavigne

POUTOU 2012

Ouvrier dans l'automobile, candidat anticapitaliste



En campagne

De la sympathie au vote....

L'abstention risque encore une fois d'être importante cette année, en raison de la méfiance des couches populaires envers les discours politiques habituels. D'où l'importance du discours de Philippe.

La campagne électorale s'éternise sans susciter ni passion ni intérêt voire, pour beaucoup, dans l'indifférence au point que l'abstention s'annonce record pour une élection présidentielle. La grande majorité des électeurs, quel que soit leur vote, ont conscience que, président de gauche ou de droite, les banques et les rentiers de la finance continueront de dicter à l'État sa politique. Les élections passées, il est très probable qu'aura lieu ce que certains ont appelé «le troisième tour financier», une vague de spéculations sur la dette française pour imposer au gouvernement, quel qu'il soit, une politique d'austérité, une offensive contre les travailleurs pour accroître ou préserver les profits rognés par la récession que cette même politique a engendrée...

Sarkozy fait le pari qu'il pourra gagner en assumant par avance les contraintes des marchés pour poser en champion de la rigueur et accuser Hollande d'irresponsabilité et de faiblesse. Accusation devant lesquelles Hollande se justifie platement au point qu'il devient encore plus évident qu'il n'y a, quant au fond, pas de différence entre la politique de l'un ou de l'autre. Et Sarkozy drague les électeurs du FN par sa démagogie raciste et antisyndicale tout en faisant du pied à Bayrou, tandis que Hollande drague les électeurs du centre tout en faisant du pied à Mélenchon dont le succès contre-carre ses projets... Chacun invoque le vote utile ! Ces calculs politiques pour, au final, une politique semblable lassent les électeurs d'une campagne bien loin des préoccupations du monde du travail, des classes populaires.

Si la majorité de l'opinion veut en finir avec ces dix années de Chirac et Sarkozy qui ont vu les inégalités se creuser comme jamais, beaucoup sont désorientés par une campagne qui ignore les vraies questions et n'apporte aucune réponse à la crise. Ils sont inquiets face à la dégradation des conditions de vie et de travail, plus généralement face à une crise dont les principaux candidats ne parlent que pour alimenter les peurs et les craintes, poser aux protecteurs des faibles et des pauvres. Cette hypocrisie dans ce concours électoraliste du meilleur candidat du peuple tourne à la farce cynique. Ce que souhaitent les classes populaires c'est une réponse, les moyens d'en sortir, une issue politique.

C'est là que la candidature de Philippe Poutou prend tout son sens, pas seulement pour témoigner de la violence de la crise, pas seulement pour dénoncer, mais pour ouvrir une perspective politique pour sortir de la crise, le nécessaire changement de société.

Nous avons réussi à surmonter les obstacles comme les pressions politiques qui voulaient nous faire taire. Philippe a conquis sa place dans cette campagne, en imposant le respect à tous ceux pour qui «un ouvrier ça doit fermer sa gueule»... Les commentateurs qui veulent l'opposer à Olivier Besancenot en sont pour leurs frais. C'est ensemble qu'ils font campagne, une campagne collective, sans tribun ni sauveur suprême. Ce simple fait est, pour les exploités, les opprimés, leur propre succès, un encouragement à disputer aux politiciens professionnels la tribune politique. Sa ténacité dans cette bataille, ô combien inégale, est un geste de dignité, une leçon pour beaucoup, qui vaut à Philippe une large sympathie. L'enjeu des jours qui viennent est de convaincre que cette sympathie doit oser s'affirmer politiquement. Nous connaissons la pression du vote dit utile au moment, où, en cette période de crise, chacun cherche des solutions à court terme, immédiates. Mais il n'y en a pas hors de l'intervention directe des travailleurs et de la population.

C'est bien pourquoi le geste qui prépare au mieux l'avenir, c'est le vote pour Philippe.

Yvan Lemaitre

Hollande ou l'agenda de l'immobilisme

Le PS a publié cette semaine ce qu'il appelle pompeusement «l'agenda du changement» et qui décrit les mesures que prendrait Hollande la première année de son quinquennat. Des mesures très, très mesurées...

Le PS voit un symbole dans l'annonce de la réduction de 30% du traitement des ministres et du président. Mais pour prendre la mesure de l'audace, il faut savoir que Sarkozy s'était octroyé une rallonge de 172% en 2007... Tout un symbole, donc.

Il est aussi question de «redonner du pouvoir d'achat aux Français». En fait, tout se résume à un blocage du prix de l'essence pour trois mois et à une hausse de 25% de l'allocation de rentrée scolaire. Même un coup de pouce au Smic, quasiment bloqué depuis des années, n'est pas prévu...

Enfin, les lecteurs de *Tout est à nous!* connaissent les dangers du futur traité européen «TSCG», qui durcit encore celui de Maastricht. À ce sujet, Hollande prévoit de «compléter et modifier» ce projet, il s'oriente déjà vers sa ratification en échange de concessions de forme.

Enfin concernant les étrangers, on annonce l'abrogation de la circulaire Guéant sur les étudiants étrangers (que même les patrons dénoncent). Mais pas un mot concernant l'abrogation de l'arsenal raciste et sécuritaire élaboré par Hortefeux puis Guéant depuis 2007...

Seul point notable : il est prévu de garantir le droit de partir à la retraite à 60 ans pour les personnes qui ont commencé à travailler tôt. Mais en creux, ceci signifie surtout la pérennisation des diverses mesures contre le droit à la retraite, en particulier la contre-réforme Fillon.

Juillet 2012

L'essentiel est sans doute que le document du PS annonce une loi visant à l'équilibre budgétaire pour 2017. Il y aura de nombreuses péripéties relativement à cette question. Mais Hollande est déjà sur le terrain de Merkel, Barroso and co : ce qui

est à l'ordre du jour c'est l'austérité, c'est de faire payer la crise aux travailleurs.

On sait aussi que Hollande ne rechigne pas à dénoncer «la finance». Une loi «d'assainissement» serait en gestation. Il suffira de dire qu'elle est actuellement négociée entre les milieux bancaires et l'équipe Hollande pour imaginer ce qu'on peut en attendre... Notons aussi que pas la moindre nationalisation de ces institutions qui tiennent littéralement le pays en otage n'est prévue.

Sur l'emploi, l'annonce d'une nouvelle «conférence nationale» tripartite permet à l'équipe Hollande d'éviter les sujets qui fâchent, comme l'abrogation des diverses réformes Sarkozy (retraites, hôpitaux, contre le droit de grève, etc.). On sait que ce type de conférence permet généralement l'alignement des directions syndicales sur les exigences patronales...

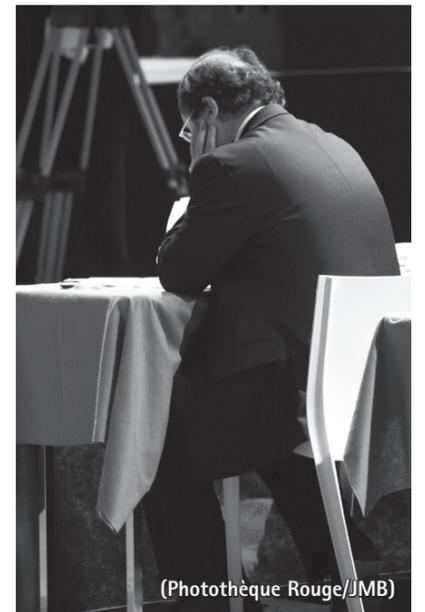
Enfin, même méthode concernant l'énergie, un «débat» aurait lieu - parions qu'il ne remettra pas en cause le nucléaire.

Seule annonce significative, l'abrogation de la TVA (dite) sociale de Sarkozy, encore que tout dépendra de ses modalités.

Août 2012-juin 2013

À ce stade, on annonce une réforme fiscale centrée sur la fameuse tranche d'imposition de 75% au-dessus d'1 million d'euros (qui concerne le chiffre ridicule de 30000 foyers fiscaux). Là encore, cela vaut refus d'un retour sur la «révolution fiscale» néolibérale. Menée au profit des plus riches depuis des décennies, elle a permis le transfert de milliards d'euros au bénéfice des plus riches et au détriment des foyers populaires...

Il est aussi question de «lutte» (pas d'interdiction) contre les licenciements «bourgeois». De toute façon, en l'absence de



(Photothèque Rouge/JMB)

contrôle du mouvement des capitaux, ces discours ne valent pas grand-chose. Enfin, une loi de programmation pour l'éducation est annoncée, censée mettre en œuvre les fameux 60000 recrutements. Rappelons que ces postes seraient trouvés par redéploiement, donc en accentuant la rigueur qui pèse sur tous les fonctionnaires. Au final, on a donc quelques vagues déclarations d'intention qui laissent la porte ouverte à une politique qui s'adaptera aux exigences des banques et des gros actionnaires. Le NPA est évidemment favorable à «dégager Sarkozy», mais bien naïf serait donc celui qui se ferait des illusions quant au programme de Hollande!

Pascal Morsu

Échos de campagne

À Mulhouse, une gageure... réussie

Faire un meeting à Mulhouse un samedi de Pâques, une gageure ! Pourtant en ce week-end alsacien parmi les plus «creux», 90 personnes sont venues écouter Philippe Poutou. Cela témoigne d'un vrai intérêt pour Philippe et d'un regain d'intérêt politique. Il vaudrait d'ailleurs mieux dire que le public, populaire et ouvrier, n'était pas venu écouter mais participer.

Le meeting a été introduit par des militants des entreprises Schindler et Tresch en lutte contre leur fermeture. Auparavant, dans une rencontre avec Philippe, des syndicalistes d'entreprises de la région avaient discuté sur les moyens de renforcer et rendre plus efficaces les actions déjà communes des

salariés de Tresch, Schindler et Tempé. Lors du meeting lui-même, ce qui traduisait peut-être le mieux cette ambiance tout à la fois fraternelle et de travail, l'effort mis en commun pour refuser de payer la crise, ont été les interventions de jeunes militants du FdG, militants ouvriers souvent. C'était amicalement et du même camp qu'ils affirmaient leurs points de vue et leur question principale, «pourquoi les militants du NPA et du FdG ne travailleraient-ils pas plus ensemble?», le camp de ceux qui savent qu'il faudra lutter ensemble ensuite, quel que soit l'élu. Ils ont tenu à dire que le FdG du Haut-Rhin avait décidé majoritairement de ne pas voter Hollande au second tour. Les introductions au meeting ont

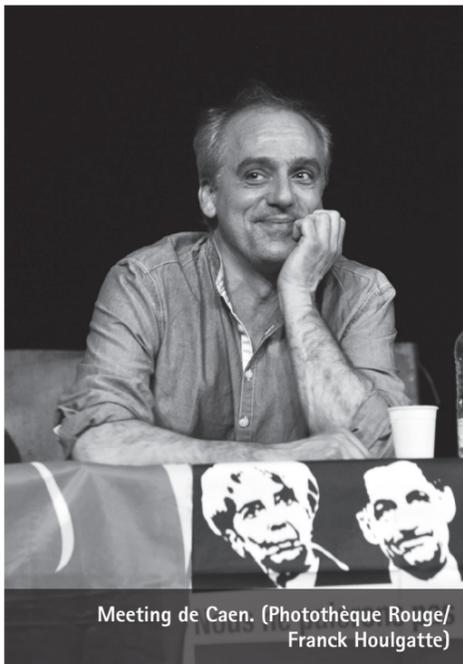
développé cette situation de luttes à venir. Un révolutionnaire tunisien a parlé de la situation arabe aujourd'hui qui annonce une deuxième révolution. Une autre des luttes en Europe qui pose la question d'un mouvement européen, le témoignage ensuite de rebellions d'intérimaires chez PSA qui attestent de la rage qui monte et enfin ce qu'on nous prépare au lendemain du scrutin avec les accords compétitivité-emploi. Nous aurons de quoi lutter ensemble. Un repas convivial ensuite avec les militants du FdG a permis de sceller concrètement et pour l'immédiat la volonté de préparer ensemble ce mouvement.

Jacques Chastaing

En campagne

Caen, une allure de rassemblement d'Indignés

Ambiance de lutte mardi soir au Centre de congrès de Caen, où Philippe Poutou tenait meeting devant 400 personnes. En détaillant son programme, le candidat du NPA a appelé les travailleurs et les jeunes à prendre leurs affaires en main. Il y a les figures imposées : l'élection, la nécessité de dégager Sarkozy ; il y a aussi les manches d'après : les luttes, les victoires sociales qu'il faudra aller chercher en faisant grève et en manifestant. En Basse-Normandie, pendant le débat électoral, les mobilisations continuent. Par exemple pour refuser la construction d'une nouvelle ligne à Très haute tension (THT) massacrant le bocage, pour acheminer l'électricité qui pourrait être produite par l'EPR en chantier à Flamanville, dans le Cotentin. Et aussi contre le racisme et la xénophobie. Hasard du calendrier, Sarkozy était à Caen trois jours après Philippe Poutou. Inconcevable de ne pas accueillir comme il se doit, c'est-à-dire en manifestant, celui qui reprend les thèmes de prédilection de l'extrême droite ! L'assistance, très jeune, avait une allure de rassemblement d'Indignés. Un débat animé sur la dette, l'éducation ou le logement a clos un meeting sans les effets de manche des politiciens professionnels, mais un meeting pour se rassembler, pour préparer les combats à venir...



Meeting de Caen. (Photothèque Rouge/Franck Houlgatte)

À Lyon, une soirée tonique

Le ton du meeting de Lyon, le 6 avril, était vigoureux, déterminé et propre à soulever l'enthousiasme des nombreux spectateurs, militants, sympathisants et autres, un peu plus de 350 personnes. Un camarade espagnol, Kevin, a dressé la situation en Espagne avant qu'une camarade de Lyon, Camille, membre de RESF et du collectif de vigilance contre l'extrême droite, ne rappelle les agressions racistes, xénophobes des groupes identitaires trop fortement représentés à Lyon. Le débat qui a succédé aux prises de parole fut très tonique : un représentant syndical des éboueurs, engagé dans la grève très suivie récemment à Lyon, a exposé leur dernière lutte contre la privatisation

du service public orchestrée par la mairie PS (!) de Lyon (une pétition de soutien a été largement signée), un éducateur spécialisé a expliqué les coupes claires dans les budgets sociaux et les difficultés rencontrées pour faire une véritable prévention et aider les plus démunis à vivre décemment... De nombreux contacts ont été pris au cours de cette soirée.

À Saint-Denis, un débat ancré dans les luttes

Devant une petite centaine de personnes, une jeune camarade a rappelé les mobilisations dans la jeunesse et en particulier à l'université Paris 8 ; deux militantes du comité de soutien contre les expulsions ont présenté la mobilisation, depuis le mois de décembre, des familles expulsées de deux immeubles de Saint-Denis pour leur droit au

logement qui passe aussi pour certaines familles par leur régularisation, avant qu'Olivier ne prenne la parole. Puis se sont succédés plusieurs interventions dans une ambiance chaleureuse plantée par une militante de SUD Territoriaux qui a expliqué comment, pour elle qui n'avait pas d'engagement politique, le mouvement des retraites a été une expérience enthousiasmante... On n'a pas gagné, mais c'est dans ce sens qu'il faut construire un mouvement d'ensemble. Un militant a rappelé l'actualité de la solidarité avec les Roms. Un autre camarade a pointé les enjeux des réponses aux attaques contre l'école. Enfin une militante de SUD a répondu à un des animateurs du Front de Gauche qui s'interrogeait sur la possibilité de se retrouver tous ensemble dans un rassemblement politique puisqu'on est souvent ensemble dans les mobilisations, que toute la question est de savoir à quoi la dynamique de la candidature Mélenchon sera utile.

À Bar-le-Duc, solidarité et internationalisme

Ce soir du vendredi 6 avril, la salle était pleine : plus de 50 personnes dont bien des gens étaient debout. En premier, un de nos camarades africains nous a parlé du Sénégal. C'est son pays d'origine mais comme il dit : « *ma patrie n'a pas de frontière, c'est le monde entier* ». Puis, Romain nous a fait le compte rendu du mouvement des équipiers du Mac Do. Les débrayages et les actions se succèdent à la suite du licenciement abusif d'un des leurs, et il est intéressant de constater que les jeunes qui se laissent humilier auparavant osent s'exprimer ouvertement et retrouvent leur dignité dans le mouvement. Puis Alain Krivine est intervenu, et un débat riche s'est formé autour du social, de l'écologie, avec la présence de militants anti-Bure et antinucléaires, des licenciements en Meuse avec les interventions de salariés d'Arcelor ou de diverses boîtes locales, de la pauvreté avec un représentant du mouvement de précaires « La Crise »...

Les urnes et les luttes

La montée du Front de gauche fait grincer bien des dents pas seulement à droite mais aussi à gauche... Si Parisot le qualifie d'« *héritier d'une forme de Terreur* », on entend surtout crisser celles, longues à rayer les parquets, de ces petits marquis socialistes qui font tous les cinq ans le coup du chantage au vote utile pour nous imposer leur politique de gestionnaires du capitalisme. Gérard Collomb, le maire de Lyon, a même poussé la bêtise jusqu'à comparer le Front de Gauche aux khmers rouges ! Il est vrai que le bonhomme a l'imagination rikiki, il avait déjà qualifié Eva Joly de khmer verte...

Au NPA, nous ne déplorons ni ne minimisons le succès du Front de Gauche. Il faut plutôt essayer de voir s'il peut ouvrir une situation nouvelle.

La brèche ?

Ceux qui veulent voter Mélenchon ne veulent plus se contenter de cette gauche au rabais, qui leur promet juste de faire régresser la société un tout petit peu moins vite que la droite. C'est un tel sursaut qui peut rendre possible une réponse radicale face à la crise.

Mais comment le concrétiser ? Malheureusement Mélenchon et - tous - ses alliés entretiennent l'ambiguïté sur l'enjeu de cette élection. L'« *insurrection civique* », c'est la radicalité enfermée dans la petite boîte des institutions, l'espoir d'un scrutin qui pourrait être en lui-même le débouché politique de la révolte. Mélenchon et ses alliés (ils se partagent d'une certaine façon les rôles) jouent d'une ambiguïté savamment entretenue entre la défiance contre Hollande et l'espoir que la gauche, à condition d'être électoralement rééquilibrée, pourrait peut-être bien mener (après tout !) une « *politique de gauche* », même sous la direction de Hollande. Mélenchon n'ira donc pas dans un gouvernement « *Hollandréou* », tandis que

Pierre Laurent rappelle que les communistes ont « *vocation à gouverner* ». Bref, la décision d'une participation gouvernementale sera prise « *au lendemain des législatives* ».

Sauf que Hollande (quel que soit le score du Front de Gauche) fera de toute façon la rigueur. Il ne le cache pas, il prend même ainsi le risque de perdre une élection qui semblait pourtant gagnée d'avance. Sarkozy, tout en dégainant un nouvel argument de campagne bien tordu, s'est ainsi fait, une fois de plus, le porte-parole du patronat : attention, « *la sanction sera immédiate sur les marchés* » ! C'est que la finance, et à travers elle tous les possédants, n'est pas bêtement électoraliste...

Alors ? Il faut nous aussi préparer notre troisième tour, social, lui ! Quel que soit le président élu, Sarkozy ou Hollande.

D'ailleurs, ces dizaines de milliers de gens qui sont allés non pas seulement, non pas bêtement, écouter Mélenchon, mais manifester à La Bastille puis à Toulouse, ils le savent, eux qui en pleine bataille électorale ont la joie de retrouver le geste de la manif. Mais bizarre ambiance, sur ces places de résistance et de lutte : c'est là que Mélenchon, transmuté en bizarre hybride de Mitterrand et Malraux, en a le moins parlé, des luttes, pour longuement gloser sur la future Constitution, la future République... au cas où, décidément, il serait élu président !

Pourtant, les sympathisants du Front de Gauche, ses militants, y tiennent, à ces exigences, martelées maintes fois par Mélenchon lui-même : arrêter d'une façon ou d'une autre les licenciements, rétablir la retraite à 60 ans à taux plein, titulariser les 800 000 salariés précaires de l'État, assurer la gratuité totale des soins, augmenter massivement le Smic, rejeter le nouveau traité européen d'austérité, rejeter toute politique d'austérité en général. C'est ce combat qu'il faut préparer, y compris

contre un gouvernement Hollande. Il y a cinq mois, le NPA proposait déjà une rencontre des organisations pour organiser le combat commun contre l'austérité (pas de réponse). Il y a plus d'un mois nous avons proposé de nous voir pour rendre possible une marche contre les licenciements, de toutes les boîtes où les travailleurs se battent pour leur emploi. Pas de réponse. Mais nous continuerons parce que c'est nécessaire. C'est l'esprit de notre campagne avec Philippe : une campagne qui voit plus loin que quatre tours électoraux et deux dizaines de députés. C'est cela aussi, le sens du vote Poutou !

Yann Cézard



Agenda

MEETINGS AVEC PHILIPPE POUTOU

Judi 12 avril, Paris.

Meeting à 20 heures à la Halle Carpentier, 81, bd Masséna (M° Porte-d'Ivry ou Porte-de-Choisy) avec Philippe Poutou, Christine Poupin et Olivier Besancenot.



Samedi 14 avril, Bordeaux-Pessac.

Réunion publique à 19h30, salle Bellegrave, avenue du Colonel-Jacqui.

Mardi 17 avril, Toulouse.

Meeting à 20h30, Toulouse, salle Mermoz, avec Philippe Poutou et Olivier Besancenot.

Mercredi 18 avril, Marseille.

Meeting à 20 heures, 88 rue d'Aubagne, Notre-Dame-du-Mont, théâtre Mazenod.

MEETINGS AVEC OLIVIER BESANCENOT

Vendredi 13 avril, Troyes.

Meeting à 19h30, au Grand Salon, mairie de Sainte-Savine.

Lundi 16 avril, Lille.

Meeting à 19h30, salle du gymnase, place Sébastopol.

Vendredi 20 avril, Montpellier.

Meeting à 20h30, salle Fernand Pelloutier, Antigone, place de Thessalie, avec Olivier Besancenot et Christine Poupin. Accueil à partir de 19 heures (buvette, librairie, stands).

À SUIVRE SUR
www.poutou2012.org

« Aux capitalistes de p... Un programme d'urgence

Pendant deux numéros de votre hebdomadaire préféré, retrouvez en double page centrale de la brochure de campagne de Philippe Poutou : cette semaine nos analyses de la situation et la semaine prochaine le programme que nous portons dans cette élection.

Un bilan catastrophique pour les salariéEs

Le taux de chômage en France a atteint 10%. Il y a maintenant 4,5 millions de chômeurs, 1,3 million de plus depuis 2008. Les conditions de travail se dégradent à grande vitesse, et le pouvoir d'achat se réduit avec l'augmentation des prix et la stagnation des salaires.

Le nombre de pauvres en France a atteint 8,2 millions en 2009. En Grèce, où la crise économique a quelques pas d'avance, un tiers de la population vit dans la pauvreté, le nombre de SDF explose, certains salaires ont diminué de 40%.

Tout cela n'est pas une fatalité, c'est le résultat de politiques et d'une crise du capitalisme qui nous menace tous.

La crise est le produit d'une situation folle. Alors que l'économie entraine en récession, les capitalistes ont fait le choix de maintenir à tout prix leurs profits en décidant de licencier et de maintenir des salaires bas, de prêter massivement aux populations et aux États à des taux usuraires. Au lieu d'investir cet argent, ils ont préféré le placer dans la finance. Le résultat était inévitable : les populations et les pays les moins puissants ne peuvent plus payer, l'argent investi dans la finance a perdu sa valeur puisqu'il ne correspondait à rien, et l'économie s'effondre.

Les capitalistes et les gouvernements ont accéléré la crise par des mesures antisociales. En Grèce, les salaires et pensions de retraites ont été diminués de 17%, la TVA a été augmentée de 4%, les services publics ont été privatisés.

En France, la réforme des retraites, l'augmentation de la TVA, les suppressions de postes dans la fonction publique et les licenciements contribuent à faire payer la crise aux classes populaires.

Le bilan du gouvernement Sarkozy est un développement des inégalités, une dégradation des conditions de vie.

L'objectif pour les capitalistes est d'utiliser la récession pour décupler l'exploitation, en espérant que cela relancera les profits.

Pour faire passer la pilule, un discours nationaliste est utilisé : il faudrait sauver l'économie française, taxer les importations, laisser les Grecs se débrouiller, expulser les étrangers. C'est une vaste arnaque ! Mettre en concurrence les travailleurs de différents pays, faire croire que c'est l'étranger qui est le danger ne peut avoir qu'un objectif : faire baisser les salaires de tous.

Parallèlement, la folie du capitalisme, révélée par la catastrophe nucléaire de Fukushima ou les tentatives d'exploiter le gaz de schiste, mène la planète à la ruine. Les gaspillages du capitalisme poussent au développement de moyens de production énergétique mortifères. Le réchauffement climatique provoque une montée des eaux et des modifications des climats qui sont une catastrophe pour des régions entières du globe.

Et pourtant, les richesses existent.

Au premier semestre 2011, les profits des entreprises du CAC 40 ont augmenté de près de 10%, à 46 milliards d'euros. Au premier plan, Total, Renault, EDF et GDF-Suez, Vivendi, BNP et France Télécom... La production mondiale s'établit à 70 000 milliards de dollars et à 2 800 milliards de dollars en France ...

Alors, oui, nous pensons qu'il y a de l'argent pour sortir de la crise, qu'il y a des richesses pour organiser l'économie et le monde autrement. C'est le sens de la campagne de Philippe Poutou et des candidatures que soutiendra le NPA aux élections législatives



**LE N°31 DE TOUT EST À NOUS!
LA REVUE EST DISPONIBLE
NUMÉRO SPÉCIAL CAMPAGNE**

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : *Tout est à nous* !, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.



Un monde en crise profonde

RÉCESSION SANS FOND, DETTE SANS FIN

Le gonflement du crédit a dopé un système capitaliste à bout de souffle pour continuer à produire, consommer et faire du profit. L'éclatement de la bulle immobilière et la crise des subprimes aux États-Unis ont provoqué une cascade de faillites. Des sommes colossales ont alors été versées aux banques, prélevées sur les classes populaires par des plans d'austérité violents.

Ces choix aggravent les déficits publics, déjà creusés par des années d'aides au patronat et de réductions des prélèvements sur les profits et les hauts revenus. Les subventions aux banques et les plans de « relance » ont transféré l'endettement des banques aux États. Les marchés exigent des taux d'intérêt de plus en plus élevés et il est toujours plus difficile de rembourser.

Le financement massif des banques par le public a permis de reculer les échéances. Mais le défaut de la dette grecque jette le soupçon sur d'autres États, entraînant la hausse des taux d'intérêts, ouvrant la possibilité d'un effondrement en chaîne des banques. La mise sous tutelle de l'Italie est un signal très important, car son économie est bien plus forte que celle de la Grèce.

Le système est au bord de la faillite parce qu'à la différence de 2008, les États sont surendettés et sont la cible principale de la spéculation. Ils peuvent donc difficilement mettre en place de nouveaux pare-feu.

Le système se dirige tout droit vers une récession. La crise des dettes des États a fini par entraîner une crise globale du secteur bancaire, aggravant celle de l'ensemble de l'activité économique... Les effets dopants de l'intervention des États en 2008 ont fait long feu. Le fardeau de la dette pesait déjà lourdement sur les pays du Sud, il s'étend maintenant à des pays qui pouvaient se croire préservés.

C'EST LE CAPITALISME QUI EST EN CRISE

La crise actuelle est le résultat de l'essoufflement du système. La concurrence entre les grandes puissances et avec les pays dits émergents a fini par aboutir à une situation absurde mais classique : les capitalistes produisent beaucoup trop dans les secteurs clés alors que des millions de personnes sont dans le besoin. La seule solution pour les possédants est de présenter la facture aux peuples. Elle est financière, sociale et écologique car la recherche du profit impacte tous les aspects de nos vies.

La surexploitation des travailleurs réduit le pouvoir d'achat et développe le chômage. Les privatisations et la volonté de faire des économies conduisent à la faillite des systèmes de protection sociale.

La même fuite en avant conduit à une gestion folle des ressources naturelles. Cela donne des choix aberrants tels que l'exploitation des gaz et huiles de schiste, le développement du nucléaire malgré des catastrophes régulières, un mouvement mondial d'accaparement de terres fertiles pour des cultures spéculatives au mépris du droit élémentaire des populations à se nourrir...

Les classes populaires, dans un environnement dégradé, avec des salaires moins élevés et des périodes de chômage, devront s'acquitter d'une hausse des factures d'énergie et des prix des denrées alimentaires, et devront payer pour subventionner les banques et contenir les déficits publics. C'est donc bien une double facture, sociale et environnementale, qui est présentée aux peuples.

LA CRISE EST MONDIALE MAIS L'EUROPE EST DANS L'ŒIL DU CYCLONE

Le capitalisme européen est en train de perdre le rôle dominant qu'il a occupé, seul puis avec les États-Unis,

pendant plusieurs siècles. La br... d'austérité vise à contraindre les... au marché mondial de la force o... L'incapacité des bourgeoisies e... l'Europe les prive d'un plan de... Les divergences s'exacerbent en... de l'Union européenne, entre le... autour de l'Allemagne et la périph... Les marchés financiers s'embarra... mocratie, mais aujourd'hui les app... pas sauvegardées. Les gouvernem... Italie et en Grèce directement pa... tion. Les plans d'austérité sont d... par la Troïka composée de l'UE, européenne et du FMI.

Les dirigeants français et allemar... Traité sur la stabilité, la coordina... (TSCG) dans la zone euro. Au c... l'idée de « sanctions automatique... à chaque État un carcan budgét... les populations à accepter des p... La Commission européenne, la B... la décision d'accorder ou refuse... les pays devront payer, sans mé... lements. Tout versement sera ass... qui s'apparentent à du vol. Ces c... haut sont totalement assumés, nationaliste, par les partis de dro... qui participent aux gouvernem... diffuser des poisons racistes et c... chacun, dans son pays, pourrait... à une crise qui est mondiale.

Payer leur crise ! » Urgence anticapitaliste

« Les bonnes feuilles »
Action politique et sociale

Dégageons Sarkozy...

Réformes des retraites, stagnation voire réduction des salaires alors que les prix augmentent, déremboursement des médicaments, privatisation dans les hôpitaux, licenciements et suppressions de postes, chômage partiel, augmentation du délai de carence, augmentation de la TVA, faillites d'universités et de collectivités locales... voilà une liste des mesures prises pour financer les subventions aux banques et aux grandes entreprises. Se débarrasser de Sarkozy est une nécessité absolue. Son choix est d'imposer l'austérité comme seul débat et d'être le plus radical sur ce terrain. Il répond aux besoins des classes dominantes : leur seule option est d'imposer une défaite à la classe ouvrière de l'ampleur de celle qu'avait imposée Thatcher en Grande-Bretagne. Il brandit l'épouvantail de la Grèce et ressasse le message suivant : si nous ne voulons pas subir le même sort, nous devrions tout accepter. Avec la TVA antisociale, les patrons seront totalement ou partiellement exonérés du financement des allocations familiales sur les salaires allant de 1,6 à 2,1 fois le Smic. 13 milliards de cadeaux supplémentaires s'ajoutent aux 31 milliards d'exonération dont les patrons bénéficient déjà. En contrepartie, la TVA, à taux dit normal, passera de 19,6% à 21,2%. C'est une nouvelle ponction sur le pouvoir d'achat des classes populaires. C'est l'existence même de la Sécu et de son financement par les employeurs, qui est en jeu. Le patronat mène une guérilla incessante sur le temps de travail. Avec les accords emplois-compétitivité il pourrait augmenter le temps de travail pour le même salaire ou maintenir le temps de travail en baissant le salaire. Il s'agit là de la destruction d'un point fondamental du code du travail selon lequel le salaire et le temps de travail doivent s'inscrire dans un cadre collectif, et non à la merci de pressions et de chantages, entreprise par entreprise.

Sarkozy s'en prend aux chômeurs en leur imposant le travail obligatoire, via la formation obligatoire puis l'obligation d'accepter le premier emploi proposé dans n'importe quelles conditions. Enfin, concernant l'éducation, il promet de casser l'école primaire, le collège et le lycée comme il a attaqué l'enseignement supérieur. Il souhaite renforcer l'autonomie des établissements, notamment pour le financement et le recrutement des enseignants, renforcer le contournement de la carte scolaire. Le résultat ne pourra être qu'une augmentation des inégalités, une dégradation de la qualité de l'enseignement et une remise en cause des acquis des salariéEs de l'Éducation. Sarkozy va chercher de vieilles recettes autoritaires, avec sa proposition de multiplier les référendums ! Il prétend en appeler « au peuple » pour « dépasser les blocages de la société ». C'est pourtant bien lui qui a imposé le Traité constitutionnel européen en s'asseyant sur le refus de la majorité des électeurs ! Alors oui, dégager Sarkozy est une urgence sociale et démocratique.

...SANS FAIRE CONFIANCE À HOLLANDE !

François Hollande déclare vouloir « donner du sens à la rigueur », réduire le déficit à 3% du PIB en 2013 et ramener à l'équilibre les comptes publics en 2017 par une réduction des dépenses de l'État. Les députés du PS s'abstiennent de voter contre le Mécanisme européen de solidarité et sur le pacte budgétaire. Hollande se situe, avec ses collègues socialistes des ex-gouvernements espagnol ou grec, sur le terrain de l'austérité.

Son programme ne prévoit rien pour prendre sur les profits et augmenter les salaires ou les recettes de l'État, rien pour lutter contre la précarité et contre le chômage, aucune mesure pour réduire le pouvoir des banques et des grands actionnaires. Ce sont toujours les mêmes recettes à coup de cadeaux

aux entreprises. Elles ne font que renforcer les inégalités et alimenter la crise. Sur l'une des attaques majeures du quinquennat de Sarkozy, la casse des retraites, la proposition de Hollande de permettre un départ à 60 ans ne concerne que ceux qui auraient 41 ans de cotisations. Pour le reste, il ne change rien. Globalement, les urgences sociales et écologiques sont absentes du programme du Parti socialiste. Alors que le système capitaliste engendre vagues de licenciements et explosion de la pauvreté, catastrophe nucléaire et pillage des ressources, les propositions du candidat socialiste ne permettront pas d'inverser le cours des choses. Europe Écologie-Les Verts et Eva Joly, de leur côté, niant ce pourquoi une partie de la population les a soutenus, se sont mis d'accord avec le PS concernant le maintien du nucléaire. De plus, l'absence de planification et de mesures radicales contre les banques rend irréaliste leur programme, tout comme celui de Mélenchon.

CONTRE L'EXTRÊME DROITE

Surfant sur le discrédit des partis traditionnels et sur le désespoir, Marine Le Pen tente de se présenter en candidate des masses populaires. Le programme du FN maintient pourtant les principes traditionnels de l'extrême droite : protectionnisme effréné, préférence nationale, racisme, autoritarisme notamment contre le droit de grève et les organisations de défense des salariés.

La mise en pratique de ce programme mènerait à une société encore plus policière qu'elle ne l'est aujourd'hui, où les inégalités seraient la règle. La place prise par le FN constitue un point d'appui permanent pour la mise en place de lois répressives et racistes. Le FN reste, en dépit de son application à paraître plus fréquentable, un parti qui n'hésiterait pas à renouer avec les traditions fascistes de l'extrême droite française.

Un candidat anticapitaliste

Il faut dégager Sarkozy et la droite, il faut combattre l'extrême droite, mais on ne peut pas faire confiance à Hollande pour mener une politique radicalement différente. Il est plus que jamais indispensable de faire entendre une voix anticapitaliste, de défendre un programme qui, refusant les fausses solutions nationalistes ou productivistes, s'appuie sur les exigences portées par les résistances contre la crise.

Le NPA s'est prononcé pour une candidature unitaire et anticapitaliste pour cette élection présidentielle, parce que face à l'offensive des capitalistes pour nous faire payer leur crise, il faut regrouper nos forces. Il a choisi de présenter Philippe Poutou, un militant, un ouvrier, pour défendre cette orientation. Philippe Poutou porte donc un plan d'urgence contre la crise, des mesures de rupture avec ce système dominé par la recherche du profit, des mesures radicales pour prendre l'argent là où il est et construire une autre société.

Cette candidature se différencie des autres candidatures à la gauche du PS. Elle se différencie de celle de Nathalie Arthaud car Philippe Poutou

défend la nécessité d'une riposte unitaire du monde du travail, d'un bloc contre la crise et l'austérité. Elle se différencie aussi de celle de Jean-Luc Mélenchon. En effet, le Front de Gauche cultive une ambiguïté permanente concernant ses rapports avec le Parti socialiste, Mélenchon affirmant qu'il ne participera pas à un gouvernement avec le PS tandis que le PCF se prépare à faire l'inverse... tandis que les différentes composantes du Front de Gauche soutiennent au jour le jour le PS quand il est au pouvoir dans les municipalités, les régions, etc. Ses options sont des demi-mesures, qui restent dans le cadre du système capitaliste. Le meilleur exemple est le refus de rompre avec le nucléaire, représentatif des liens qui existent entre le PCF et les lobbys nucléaires.

Le NPA défendra donc ses propres idées, tout en proposant à tous ces courants, si Hollande est élu, d'organiser une opposition de gauche à son gouvernement et sa majorité gouvernementale, contre l'austérité et la politique social-libérale aux ordres des marchés.





www.bastamag.net

Le site Internet «Basta!» soutenu par l'association Alter-médias se penche tout particulièrement sur les problématiques sociales et environnementales et met en lumière les initiatives de solidarité internationale. Ce site d'informations participatif dont le contenu écrit, visuel et audiovisuel est publié sur Internet depuis 2008 appelle à la résistance. Et cette résistance entend s'incarner par l'engagement citoyen et une lutte quotidienne. Informatif et critique à la fois, le site bastamag.net a au moins le mérite de donner de la visibilité aux actions de résistance.



BD
NOCTURNES
Clarke
Le Lombard / 14,95 euros
En pleine campagne, des personnes disparaissent de façon inexplicable, d'autres perdent la mémoire. Un certain Léo semble même doué d'un don d'ubiquité, capable de se trouver à deux endroits différents au même moment. Le paysage lui-même semble pris de folie, comme s'il était écorché et révélant des places blanches et froissées. Tout se dérègle sans que nous puissions immédiatement comprendre pourquoi ni comment. Une seule certitude : le monde rétrécit inexorablement et tout est voué à la disparition. D'ailleurs, certaines choses ne mériteraient-elles pas d'être oubliées? Quand un auteur se retrouve en face de ses personnages, il se pourrait bien que le scénario lui échappe. Menée comme un polar, cette bande dessinée est un exercice de style virtuose sur les jeux de la mémoire et de la fiction.
Henri Clément



ROMAN
OUVRIÈRE
Franck Magloire
Points / 6 euros
Publié il y a dix ans, *Ouvrière* n'a rien perdu de sa force, bien au contraire. Avec d'autres ouvrages, il avait alors contribué à remettre la question ouvrière sur le devant de la scène¹. La cascade des plans sociaux et les débats autour de la désindustrialisation contribuent aujourd'hui à son actualité. L'écrivain, dans un style extrêmement travaillé, se fait le chroniqueur, au sens plein du mot, de la vie de sa mère, ouvrière chez Moulinex. C'est un livre militant, comme en témoignent ces mots : « *Les bourgeois s'imaginent avoir le monopole des itinéraires personnels alors qu'ils n'ont que celui de la parole publique, c'est tout* ». Il s'agit donc de mener la lutte sur le front de l'imaginaire, rendre visible ce qui ne l'est pas ou plus, conquérir la parole publique, donner à sentir l'incroyable épaisseur et complexité de la vie de celle qui trime, statistiquement dans la norme et pourtant si singulière.
H. C.
1. voir Henri Clément, Anne Moyrand et Lisbeth Sal, « Tombeau pour la classe ouvrière? », *Contretemps* n° 5, février 2010.



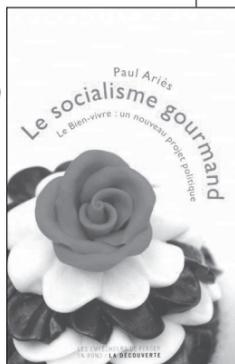
CINÉMA
BYE BYE BLONDIE
Virginie Despentes
Années 1980 à Nancy. Gloria et Frances vivent un été adolescent punk et lesbien puis la vie les sépare. On les retrouve vingt ans plus tard (le sublime duo Dalle-Béart) après des trajectoires différentes. Despentes adapte ici son propre roman. La mise en scène, très classique, manipule les clichés comme pour les désamorcer et accéder à une forme d'authenticité. Paradoxalement, on évite ainsi la caricature attendue du film rock lesbien destroy. Loin d'un rendu putassier et branchouille à la Danny Boyle, le film est finalement d'autant plus punk et lucide. On pense alors à *Clean* d'Assayas (déjà avec Béatrice Dalle). Naïf et sincère, *Bye Bye Blondie* parle de maturité, concept honni dans le rock et pose une question : comment bien vieillir quand le mot d'ordre a été « No future »? La BO est aux petits oignons.
Antoine Sindelar



CD
NOTHING FOR GRANTED
Sandra Nkaké
Jazz Village/Harmonia Mundi
Artiste complète et chanteuse au tempérament aussi dense que sa voix est profonde, Sandra Nkaké écume depuis longtemps toutes les planches possibles et imaginables (y compris au théâtre, par exemple sous la direction de Gabor Rassov). Les chanceux avaient pu apercevoir par le passé cette native de Yaoundé en compagnie et aux côtés de musiciens aussi divers que Juan Rozoff, Tony Allen (le compagnon de Fela, le roi de l'afro-beat), les Troublemakers de Marseille, Nouvelle Vague, ou encore sur la compilation *Les amoureux du ban public* contre les expulsions des couples dits « binationaux », éternels soupçonnés de mariages blancs. Son nouvel album tire finalement avec bonheur le fil de ces nombreuses expériences en enchaînant de petites scènes de vie et de caractère sur fond de balades pop et de rengains soul.
King Martov

l'essai
LE SOCIALISME GOURMAND
Le bien-vivre : un nouveau projet politique

Paul Ariès
La Découverte
218 pages
15 euros



Paul Ariès est l'un des tenants de la décroissance. Après *La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance*, son nouveau livre qui prône un socialisme gourmand, n'est pas un recueil de recettes de cuisine, seraient-elles populaires et bios, mais une invite à militer joyeusement. Plutôt que de faire un énième procès du capitalisme dont l'échec est chaque jour patent, il est nécessaire de regarder autour de nous les alternatives qui commencent à exister. Ariès fait un panorama des tentatives d'alternatives du passé issues du mouvement ouvrier comme les Bourses du travail, le mouvement coopératif, le socialisme municipal etc. Pour ce qui est du présent, le concept de « bien vivre », le bien-vivre est central. La qualité de vie ne tient pas à la surconsommation mais bien plutôt à la prise de conscience de tous les bons moments, solidaires, conviviaux que chacun de nous expérimente régulièrement. L'auteur y défend que « le socialisme (ou le communisme) reste un horizon possible pour notre temps ». Mais il se veut aussi un « pas de côté » par rapport aux théories du renversement du capitalisme, du grand soir révolutionnaire. S'appuyant sur les riches expériences de « ceux qui sont tout en bas », il appelle à « multiplier les expérimentations sociales [pour] réaliser, ici et maintenant, des petits bouts de socialisme, dans l'espoir de permettre une cristallisation, un basculement vers un autre monde, à partir d'une masse critique d'expériences, de pas de côté, y compris institutionnels ». On ne peut qu'être sceptique à l'égard d'un socialisme qui se construirait par « petits bouts » au sein de notre système hyper centralisé, vampirisé par la finance et les multinationales, dans lequel le politique est inféodée à l'économie. Mais on ne peut que constater que ces idées sont celles qui émergent des différents mouvements, que ce soient les Indignés, les Anonymes... et que ne pas les prendre en compte serait une erreur.
Dominique Angelini

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

EXPO Paris romantique, côté théâtre et côté rue

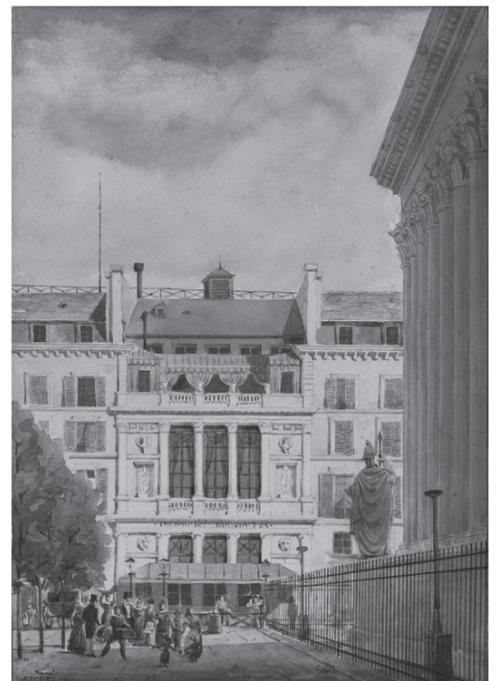
Comme le met en lumière (jusqu'au 15 juillet) le musée de la Vie romantique, « Paris a été la capitale internationale du théâtre » une bonne partie du XIX^e siècle, avec un public populaire impatient plus qu'ailleurs de devenir acteur de sa propre histoire.

Concurremment au musée de l'Opéra de Paris, le musée Carnavalet conserve de riches collections dévolues aux spectacles parisiens, et J.-M. Bruson, conservateur ayant fait toute sa carrière dans les murs de la marquise de Sévigné, en a extrait plus d'une centaine de pièces formant cette nouvelle exposition du musée de la Vie romantique, qu'il accompagne d'un livre-catalogue du même titre, *Théâtres romantiques à Paris*, abondamment illustré et documenté, avec bibliographie et index. Il y est question des théâtres et autres lieux de spectacles, de leur personnel, directeurs, auteurs, acteurs, chanteurs et chanteuses lyriques, mimes, architectes, décorateurs, mais aussi des chroniqueurs dramatiques (Gautier, Janin et maints autres) et des dessinateurs de presse chargés de croquer sur le vif les artistes qui brûlaient alors les planches. L'ambiance plaira aux admirateurs des *Enfants du paradis*. Durant cette période, bourgeois des loges et ouvriers des poulaillers se virent proposer une profusion quasi permanente de spectacles pour la plupart oubliés aujourd'hui, mais marquant par exemple la « naissance du ballet romantique » où la danse sur pointe et « l'exaltation de la figure féminine » eurent « pour contrecoup l'éviction presque totale du danseur, réduit au rôle de faire-valoir ». Ces performances s'accompagnaient souvent d'innovations dans la décoration et la machinerie théâtrales, à l'instar des toiles transparentes inventées par Daguerre et de

l'éclairage au gaz introduit en 1822. Les théâtres n'en prenaient pas moins feu, et les historiens semblent en peine de situer l'emplacement de toutes les scènes parisiennes de l'époque, du fait de leur nombre, de leurs fréquents déménagements, réaménagements ou changements de dénomination ou d'activité, qui ne résultaient pas tous d'événements spécifiquement théâtraux, « fours », « tabacs » ou incendies, mais parfois aussi de décisions politiques. Ainsi Louis-Philippe interdit *Le roi s'amuse* de Victor Hugo dès sa première représentation en novembre 1832, « l'ouvrage pouvant donner lieu à des démonstrations bruyantes et anarchiques » susceptibles de rappeler l'insurrection républicaine matée six mois plus tôt, et Thiers l'interdit en 1873 pour les mêmes raisons, craignant tout ce qui pouvait évoquer peu ou prou la Commune. La liberté des théâtres instituée en 1791 avait été sévèrement amputée sous le premier Empire, n'autorisant que huit théâtres et fixant très précisément les genres permis dans les autres salles de spectacle, mais « l'imagination et l'adresse dont faisaient preuve directeurs, auteurs et acteurs pour contourner les règlements permettaient malgré tout de monter des spectacles variés et très fréquentés », tels ceux du mime Deburau, la parole étant interdite sur la scène du théâtre des Funambules. Il est significatif que Marx, grand amateur de spectacles durant son séjour parisien, se soit référé au théâtre et au génial Frédéric Lemaître pour qualifier

Louis-Philippe de « *Robert Macaire sur le trône* », faisant sien ce qui se disait dans la rue et qui vaut encore pour nombre de personnages politiques actuels, le présent occupant de l'Élysée en premier lieu.

Gilles Bounoure



Maurice-Sidoine Storez, *Le Théâtre des Nouveautés, 1828*, Paris, musée Carnavalet © Musée Carnavalet / Roger-Viollet

MALI Non à l'intervention militaire

L'accord que vient de signer le capitaine Amadou Sanogo, chef de la junte qui s'était emparé du pouvoir il y a trois semaines, avec les représentants de la Cedeao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) a restauré ce que les chancelleries occidentales appellent l'ordre constitutionnel.



Bamako, le 2 avril. Un homme regarde la une des journaux. (LUC GNAGO / REUTERS)

Amadou Toumani Touré (ATT), le président qui fut déposé par les putschistes, ne reviendra pas au pouvoir, trop décrié à l'intérieur du pays et jugé incapable par les puissances occidentales, il démissionne de son poste. Il sera remplacé par Dioncounda Traoré le président de l'Assemblée nationale du Mali, les élections présidentielles qui devaient se tenir dans une quarantaine de jours sont repoussées. Selon les termes de l'accord, une indemnisation sera versée aux familles victimes de la guerre, et une garantie d'immunité est assurée aux acteurs du coup d'État. Cet accord met surtout fin à l'embargo qu'avait décrété la Cedeao et qui aurait eu des conséquences extrêmement néfastes pour la population qui vit dans un pays totalement enclavé.

LA SITUATION AU NORD MALI

Quasiment dans le même temps, les rebelles touarègues regroupés dans le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) déclaraient mettre un terme à ses opérations militaires du fait que l'intégralité du territoire revendiqué était libéré et déclarait l'indépendance de l'Azawad. Mais le MNLA n'est pas le seul à agir militairement dans la région. D'autres groupes notamment islamistes existent comme Ansar Din, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) et Aqmi. À cela s'ajoutent des bandes armées

de trafiquants dans de nombreux domaines. Tout cela donne une situation chaotique. La presse, sans pouvoir le vérifier, s'est faite l'écho de la présence des dirigeants d'Aqmi dans la ville de Tombouctou. À Gao et à Kidal beaucoup de témoignages font état de pillages, mais aussi d'exactions et de viols sur les femmes et les jeunes filles par des gens en armes, sans qu'il soit possible de les identifier clairement.

Le MNLA a déclaré à plusieurs reprises qu'en aucun cas il ne profiterait de sa supériorité militaire pour aller au-delà de la frontière qu'il s'était fixé et qu'il était prêt à participer à la lutte contre le terrorisme. Mais cette organisation, qui vient de connaître une scission, semble dépassée par les différents groupes islamistes qui ne cachent pas leur volonté de continuer leur progression.

L'INTERVENTION MILITAIRE QUI SE PRÉPARE

La Cedeao a affirmé sa volonté d'intervenir militairement. Cette organisation régionale, si elle est africaine, ne doit pas faire illusion sur son indépendance. La plupart des dirigeants comme l'Ivoirien Alassane Ouattara ou le Burkinabé Blaise Compaoré sont des obligés de la France, tout comme le Nigérian Goodluck Jonathan vis-à-vis des États-Unis.

D'ailleurs lors de la réunion des chefs d'état-major de la Cedeao qui s'est tenue le 29 mars à Abidjan, des conseillers militaires

français et états-uniens étaient présents. Au même moment, la France, par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères Alain Juppé, assurait le service diplomatique en faisant voter au Conseil de sécurité de l'ONU une déclaration permettant cette intervention.

Sur RFI, Juppé assurait du soutien de la France en mettant à disposition sa logistique pour les 3 000 soldats prévus par la Cedeao. Une fois de plus, les problèmes politiques vont se régler par la voie des armes avec les conséquences désastreuses pour les populations civiles qui sont déjà en prise avec une crise alimentaire.

La situation du Mali est avant tout la conséquence des diktats imposés par les organismes du capitalisme international, FMI et Banque mondiale qui, dans les années 1990, ont imposé un ajustement structurel dont les nombreuses coupes claires dans les dépenses publiques ont abouti à un affaiblissement considérable de l'État, des privatisations à outrance des principales entreprises qui ont détruit le tissu économique et social du pays. L'intervention militaire de la Cedeao sera une occasion inespérée pour les États-Unis et la France de se positionner plus fortement dans la région. Déjà des troupes opérationnelles françaises sont basées au Burkina et des conseillers militaires sont présents en Mauritanie.

Paul Martial

Élections en Birmanie

Le 1^{er} avril se tenaient en Birmanie des élections partielles pour pourvoir 48 sièges laissés vacants.

La Ligue nationale pour la démocratie (LND) dirigée par la lauréate du prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi a remporté 43 des 44 sièges qu'elle brigait. Le résultat a été salué unanimement par la presse internationale comme une victoire de la démocratie.

QUELQUES AVANCÉES

La possibilité pour la LND et d'autres partis d'opposition de participer aux élections ne doit pas faire oublier le contexte dans lequel elles se sont inscrites. Pour la majorité des Birmans, la vie a peu changé, depuis le passage à un gouvernement semi-civil dirigé par l'ancien général de la junte Thein Sein en mars 2011. Une (petite) partie des prisonniers politiques a été relâchée et il y a eu quelques avancées relatives en ce qui concerne les libertés démocratiques.

Ces gestes ont peu coûté à la junte birmane reconvertie tout en donnant des gages à la communauté internationale pour obtenir la levée des sanctions économiques. Mais dans ce pays appauvri par 60 ans de dictatures militaires, les réformes réelles qui changeraient la vie des 54 millions de Birmans se font encore attendre.

Malgré des assurances que les élections seraient indépendantes et démocratiques, des irrégularités massives les ont entachées : censures, pressions sur les candidats, violences contre les militants, intimidations des votants, achats de voix, inscriptions irrégulières sur les listes électorales. Les autorités et la commission électorale ont multiplié les obstacles pour gêner la campagne électorale de la LND.

VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

Dans le même temps, malgré la signature d'accords de paix avec plusieurs groupes ethniques, les conflits militaires ont continué ainsi que de graves violations des droits humains. Selon la Commission pour les droits humains des Nations unies (UNHRC), les méthodes de l'armée birmane, la Tatmadaw, n'ont pas changé : attaques contre les civils, meurtres extra-judiciaires, viols, déplacements forcés, utilisation des civils comme boucliers humains et recours au travail forcé. Le 23 mars, la commission électorale a différé le vote dans trois circonscriptions en territoire Kachin où l'armée mène une offensive militaire, privant de vote plus de 200 000 personnes.

Pour les minorités ethniques qui représentent 40% de la population birmane, aucune amélioration n'a été perçue avec le nouveau gouvernement. Au contraire la situation a empiré avec un regain des conflits militaires.

Les élections du 1^{er} avril ont une portée symbolique mais elles ne changeront pas les rapports de pouvoir. La Ligue nationale pour la démocratie disposera d'environ 5% des sièges au Parlement alors que les militaires et son principal parti, l'USDP, en ont 80%. Le Parlement a par ailleurs un pouvoir très limité et les militaires un droit de veto sur ses décisions.

DÉMOCRATIE ?

La Birmanie est encore loin d'être une démocratie. En prend-elle réellement le chemin ?

La réponse dépendra de la capacité à exercer des pressions à la fois en Birmanie et à l'extérieur du pays sur ce gouvernement dont l'objectif est de se maintenir aux commandes de l'économie et des affaires pour continuer à s'enrichir.

Le véritable succès de ces élections réside sans conteste dans la mobilisation massive de dizaines de milliers de Birmans qui ont brisé la peur de s'engager en politique. Suu Kyi elle-même considère que « c'est l'émergence de la conscience politique de notre population que nous considérons comme notre plus grand succès ».

Danielle Sabai

GRÈCE Deux morts qui poussent à continuer le combat

L'information a débordé les frontières de la Grèce : mercredi 4 avril, un pharmacien retraité s'est suicidé en plein jour sur la place Syntagma au centre d'Athènes. Sa lettre ne laisse aucun doute : refusant d'en être réduit à devoir fouiller les poubelles, il appelle à mettre fin à la politique de la Troïka et du gouvernement qui réduisent la population du pays à l'esclavage. Si ce geste a provoqué une émotion si forte, c'est que Dimitris Christoulas est l'illustration du « héros du quotidien » : ancien partisan de la gauche, ayant participé au printemps dernier aux rassemblements des Indignés, il rejoint la colère de millions d'habitants et chaque soir des milliers de personnes se

rassemblent sur la place. Son enterrement ce samedi s'est conclu par une manifestation à Syntagma lors de laquelle un policier s'est vu courser par la foule : il faut préciser que jeudi soir, ces mêmes flics ont frappé sauvagement, envoyant à l'hôpital le président du syndicat des photo-reporters, représentant d'un métier apparemment trop gênant.

Il faut aussi saluer une belle figure de la gauche, disparue il y a deux semaines : Giannis Baniyas était une figure marquante de ces militants ayant rejoint dans les années 1960 le KKE (PC grec) alors interdit, puis ayant participé à la création du KKE-es (euro-communiste) avant de se lancer dans la construction d'une gauche

radicale avec le groupe Akoa, membre du regroupement Syriza, dont il était député. Si les choix de Baniyas ne rejoignent pas ceux de la gauche révolutionnaire, les rapports ont été toujours chaleureux avec cette figure respectée et ouverte de la gauche, et ce n'est pas un hasard si à son enterrement étaient présents tous les courants de la gauche et même au-delà (à côté du vétéran de la résistance Glezos, un ancien président de la République, homme de droite ouvert, était là)... le KKE manquait. Le combat mené par trop peu de personnes continue pour l'unité de la gauche dans les luttes, seul moyen d'ouvrir des perspectives politiques crédibles.

Athènes, le 7 avril, A. Sartzekis

100 euros pour toutes et tous ! STMicroelectronics est une grosse entreprise, cotée au CAC40, subventionnée par les collectivités territoriales. Les États français et italien en sont les plus gros actionnaires. Elle a fait 650 millions de dollars de bénéfices en 2011 et a reversé 360 millions de dividendes aux actionnaires. Du côté des salariéEs, la vie est très différente : plusieurs semaines de chômage partiel encore cette année et des augmentations au ras des pâquerettes. La direction fait payer la crise aux salariéEs avec la bénédiction de l'État actionnaire. Mais les salariéEs ne se laissent pas faire ! Depuis une quinzaine de jours la mobilisation a pris de l'ampleur. Débrayages de quelques heures, grèves dans les différentes équipes, manifestation devant le site de Crolles (38), blocage de la salle blanche à Rousset (13)... L'intersyndicale CGT-CFDT, bien que fragile, tient bon et c'est un élément important pour la mobilisation. Malgré les difficultés liées aux équipes décalées, à la pression extrêmement forte de l'encadrement, le mouvement s'est construit, radical aussi bien dans ses formes que dans ses revendications. Il faut dire qu'il se heurte à une direction jusque-là inflexible.

À Crolles, LA revendication est de 100 euros pour toutes et tous, quels que soient le statut et le salaire. C'est essentiel car cela permet d'unifier le mouvement, de ne pas entrer dans le jeu de la direction qui veut diviser entre opérateurEs et technicienNEs d'un côté et ingénieurs et cadres de l'autre. C'est aussi refuser l'individualisation et la concurrence générée, entre autre, par les entretiens annuels et les augmentations au mérite. C'est le moyen de rattraper (un peu) les pertes dues au chômage partiel, à l'augmentation des prix... Si le mouvement gagne, une énorme brèche sera ouverte pour la suite, pour démontrer l'efficacité de la mobilisation, pour des augmentations générales et pas individuelles, plus équitables car la somme fixe favorise les bas salaires contrairement aux augmentations en pourcentage. La mobilisation a déjà des conséquences positives : fierté de ne pas se laisser écraser par la direction, solidarité des salariéEs, renforcement et cohésion des équipes syndicales... C'est sûr, ce ne sera plus pareil !

D'autant plus qu'en fin de semaine dernière, il semble que la peur ait un peu changé de camp. Entre le blocage à Rousset et l'intrusion des salariéEs jusque devant le bâtiment principal à Crolles, la détermination du mouvement a obligé la direction à rouvrir les négociations. C'est déjà une première victoire importante ! La direction a proposé dans l'urgence une réunion mardi 10 avril. Les salariéEs sont plus déterminés que jamais et devaient décider mardi si les propositions de la direction leurs convenaient ou s'ils/elles poursuivraient le mouvement pour les 100 euros pour toutes et tous !

Correspondante

Courrier. Je souhaite répondre à l'article sur Toulouse, qui est problématique et également à la réponse de Robert Noirel, que je partage, mais qui de mon point de vue, ne va pas au bout de la pensée.

Nous sommes tous capables de voir et de caractériser l'existence de courants traditionnalistes, de courants progressistes et de courants réactionnaires, voire ultra réacs chez les chrétiens. Nous pouvons retrouver des militants religieux dans les luttes des sans-papiers, sur les camps roms, et nous pouvons nous affronter contre les prières de rue devant l'hôpital Tenon avec d'autres militants chrétiens.

C'est tout pareil pour les juifs, où nous caractérisons facilement des courants extrémistes de réactionnaires, racistes, et même pour des groupes ayant une promotion de la violence contre les Palestiniens, nous pouvons les situer dans l'ultra droite. Nous sommes capables de caractériser avec justesse la scandaleuse politique de l'État d'Israël.

Mais pour tout ce qui touche à la religion musulmane, cela semble impossible au NPA de penser des courants radicaux réactionnaires, racistes, et il est même arrivé à ses militants de manifester avec des courants plus que douteux sur la question de l'antisémitisme. En raison de l'affrontement entre des organisations musulmanes et l'impérialisme américain, nous devrions être systématiquement aux côtés de l'ensemble des courants religieux, alors que les fractures politiques qui existent dans les autres religions existent à l'évidence également chez les musulmans.

Oui, il existe une extrême droite musulmane, et qui diffuse dans les quartiers où elle est implantée une pensée raciste judéophobe, instrumentalisant la lutte des Palestiniens pour justifier un racisme antisémite. Évidemment, ces groupes sont heureusement minoritaires dans les quartiers populaires, mais comme les pensées racistes du Front national, cela peut influencer des jeunes en recherche de repères, et conduire à des passages à l'acte terrifiants.

Oui, une partie de leurs militants mènent une guerre ouverte aux filles des quartiers, imposant un couvre-feu et une surveillance active de l'activité des filles, du port du voile, de la participation des enfants aux cours religieux, voire de la promotion des vêtements gris et longs de bonne sœur. Puis, les mêmes viennent manifester pour une « liberté » qu'ils n'accordent en rien à ceux qui refusent de se plier à leurs décisions.

Si l'assassin avait été un militant de l'Opus Dei, toute la gauche et l'extrême gauche aurait fustigé la responsabilité des courants extrémistes religieux et politiques de l'ultra droite chrétienne. Là, il s'agit de l'ultra droite musulmane, et on se doit de dénoncer ses actions avec autant de vigueur. Car celui qui combat l'impérialisme américain pour imposer un régime islamiste reposant sur la Charia ne saurait être ni un allié ni un ami, mais simplement un réactionnaire royaliste avec lequel nous ne partageons rien.

Véronique Decker

SUICIDES France Télécom en ligne de mire

Entre 2008 et 2010, 52 suicides et 28 tentatives ont été recensés au sein du personnel de France Télécom Orange.

La souffrance au travail dans l'entreprise a atteint des sommets, quand le 9 octobre 2010, le ministre du Travail saisit la direction départementale du travail pour une inspection générale de France Télécom. Parallèlement, la fédération SUD PTT porte plainte contre France Télécom, les autres fédérations se portent partie civile.

UN RAPPORT ACCABLANT

Le rapport de l'inspectrice du travail désignée pour cette enquête est sans appel. L'entreprise publique a connu deux trains de privatisations : une première ouverture du capital en 1997, une privatisation totale en 2003. Dans les deux cas, ces modifications fondamentales de statut se sont accompagnées, au nom de la désormais sacro-sainte règle du dividende maximal, de restructurations de plus en plus brutales et impitoyables. Le rapport de l'inspectrice du travail souligne : « Ainsi, les effectifs de France Télécom sont passés de 161 700 salariés en 1996 à 103 000 en 2006 ». Le changement fondamental de culture d'entreprise, le passage des usagers du téléphone aux clients « Orange », l'abandon du service public au profit de la sélection des clients les plus « rentables », la priorité donnée au développement commercial au détriment des métiers techniques, la baisse de qualité assumée au nom de la rentabilité, la dette colossale née d'une bulle spéculative du secteur des télécommunications qui a détruit en se dégonflant des dizaines de milliers d'emplois dans le monde, tous ces éléments sont constitutifs et préparent la crise dramatique des années 2008-2011.

UNE ORGANISATION DU TRAVAIL DÉLIBÉRÉMENT DESTRUCTRICE

Les conclusions du rapport sont décisives : l'inspectrice démontre que l'organisation du travail mise en place notamment avec le plan dit « Next » en 2005-2008, est pathogène. Elle souligne une forme organisée de harcèlement moral collectif assumé en tant que tel par la direction de l'entreprise et les individus qui la composent. Les déclarations officielles des dirigeants recommandent à leurs managers une augmentation de la productivité de 15% en trois ans autour de deux axes : la suppression de 22 000 emplois en France et la priorisation des métiers commerciaux. « Faire vite, faire vite, faire vite », tel est le leitmotiv des dirigeants. 10 000 personnes doivent changer de métier : l'âge moyen, faute de recrutement, est déjà élevé dans l'entreprise. Les salariés qui occupent des métiers techniques ont souvent dépassé la quarantaine, voire la cinquantaine. Ils sont très compétents, connaissent fort bien leur job, sont fiers de leur technicité, de leur savoir-faire, de leur esprit d'équipe. Du jour

au lendemain, ils vont se retrouver sur des plateaux de vente par téléphone, où les « consignes » défilent devant leurs yeux, où ils ne sont censés prendre aucune initiative, où ils sont mis en concurrence avec de jeunes recrutés au profil opposé.

« Réussite » des pratiques de la brutalité patronale, le plan Next impose 14 500 mobilités, dont 7 500 vers des métiers prioritaires. Le tout dans une atmosphère de harcèlement dont tous les salariés ont gardé un souvenir effaré dans l'entreprise : une pub par jour sur leurs écrans, les incitant à aller vers un métier prioritaire ou à quitter l'entreprise pour gagner des secteurs de la fonction publique, faire de l'essaimage ou autre plaisanterie. Des chefs débarquant dans les services pour expliquer que le « coût » du travail était insupportable et qu'il fallait supprimer en un an trois MU³ sur les 20 du service.

ALERTE RÉPÉTÉES DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

Ces mesures ont été mise en œuvre de manière unilatérale : pas de consultation du comité central d'entreprise sur l'ensemble du plan, pas de négociations sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. Un accord signé par la seule CFTC a été annulé du fait de l'usage du droit d'opposition par SUD et la CGT, majoritaires à eux deux. Les attendus mettent clairement en cause la stratégie de la direction de l'entreprise. De nombreuses réunions de CHSCT dans cette période témoignent de l'alerte systématique données par les élus, sur la situation psychologique de détresse des agents, sur les « pétages de boulons » réguliers, sur le stress et ses conséquences en termes de dépressions nerveuses et prises d'anxiolytiques. Les comptes-rendus des CHSCT de l'époque sont accablants. En 2009, l'inspecteur du travail de Rouen, examinant le document unique d'évaluation des risques professionnels, constate que le risque « en lien avec l'organisation du travail est aussi important que le risque incendie ». Il rappelle alors au directeur régional que celui-ci est tenu de « prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé physique et mentale des salariés ».

OUVERTURE D'UNE INSTRUCTION

C'est autour de cette question fondamentale que tourne aujourd'hui l'enquête pénale ouverte contre France Télécom et contre ses principaux dirigeants. Un lien direct est en effet établi entre l'organisation du travail et les suicides. Les risques graves pour



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/DREAN)

la santé des agents avaient été identifiés. Aucune mesure n'avait été prise par les dirigeants pour les éviter. Leur responsabilité est donc pleinement engagée ainsi que celle de l'entreprise.

Le 10 avril 2010, le procureur du tribunal de grande instance de Paris décide d'ouvrir une information judiciaire pour harcèlement moral et désigne deux juges d'instruction spécialisés en santé publique qui devront, après enquête et auditions de salariés de l'entreprise, décider s'il y a lieu ou non de renvoyer les dirigeants de France Télécom devant la justice.

Pour la première fois, la justice considère qu'il y a lieu de mener une instruction qui met en cause directement le caractère pathogène de l'organisation du travail, désigne des responsables et diligente une instruction dont l'une des premières mesures spectaculaire a été, jeudi dernier, la perquisition des locaux de l'entreprise. Un précédent qui doit servir tous les combats pour la reconnaissance des risques psychosociaux dans l'entreprise. La Poste ou Pôle Emploi sont de tristes imitateurs en la matière qu'il faut arrêter le plus vite possible !

Hélène Viken

1. Effectifs comptabilisés sur le territoire français, sachant que par ailleurs, devenue une multinationale, le groupe comprend près de 200 000 salariés dans le monde.
2. Nouvelle expérience des télécommunications.
3. MU : « moyen utilisé », manière élégante de désigner les salariés.

GAZ DE SCHISTE Le combat continue !

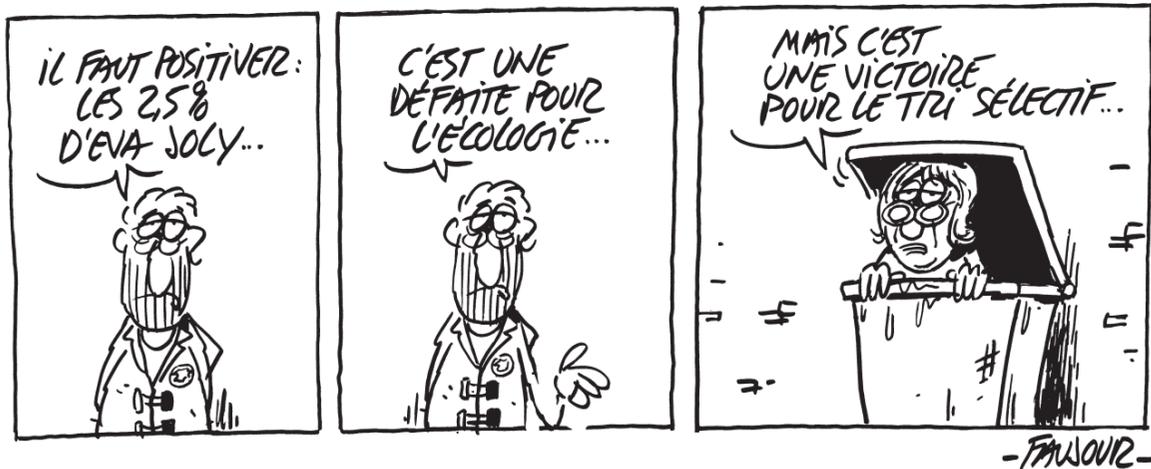
« *Il serait dommageable, pour l'économie nationale et pour l'emploi, que notre pays aille jusqu'à s'interdire [...] de disposer d'une évaluation approfondie de la richesse potentielle : accepter de rester dans l'ignorance d'un éventuel potentiel ne serait cohérent ni avec les objectifs de la loi Pope ni avec le principe de précaution. Mais, pour ce faire, il est indispensable de réaliser des travaux de recherche et des tests d'exploration.* » Un an après les mobilisations massives contre le gaz de schiste et sa prétendue interdiction, voilà de quoi agacer les collectifs ! Le 22 mars dernier, le gouvernement a mis en place sa fameuse Commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation qui entend « évaluer les risques environnementaux liés à la fracturation hydraulique et émettre un avis sur les conditions de mise en œuvre des expérimentations ». Le parti pris du gouvernement est désormais clair et net, contourner l'interdiction de la fracturation hydraulique en arguant de l'intérêt scientifique. Mais il est pourtant évident que le souci primordial de cette commission est de donner de nouvelles possibilités d'extraction

aux lobbies pétroliers. D'ailleurs, cette commission officielle ne compte parmi ses 22 membres que trois représentants d'associations environnementales et un représentant des maires. Un rapport de forces inquiétant par rapport aux lobbies pétroliers.

Et ces derniers ont déjà de quoi se frotter les mains avec les douze nouveaux permis accordés sur le bassin parisien (à savoir les permis de Chevry et d'Ozoir, qui couvrent une zone de 395 km² en Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne et Essonne). Si plusieurs conseils municipaux ont pris des arrêtés visant à interdire la fracturation sur leur territoire et ne sont pas dupes de la loi du 13 juillet 2011, la mobilisation reste à amplifier. D'autant que ces permis accordés apparaissent comme une première étape de la contre-attaque gouvernementale sur le sujet. En face, les collectifs se remettent en marche. Le dimanche 8 avril, le « Trafalgar des pétroliers » a été organisé à l'invitation des collectifs contre les gaz et huiles de schiste et de nombreuses associations. Objectif de cette double manifestation, sur terre et sur mer ? Demander le non-renouvellement du permis Rhône maritime. En effet, avec

l'augmentation du prix du baril de pétrole, les entreprises pétrolières et gazières prospectent sérieusement en France. Des pétroliers texans s'installeraient bien sur les côtes marseillaises et des multinationales sont déjà en train de sonder les fonds au large de la Camargue... De nouveaux sites en mer qui pourraient bien devenir les tristes lieux des futures catastrophes écologiques. Pourtant, à aucun moment, la fameuse commission diligentée par le gouvernement ne se penche sur les conséquences écologiques et sanitaires, alors que partout dans le monde des rapports sont rédigés à ce sujet. Si l'on regarde de plus près le fameux rapport de la commission, on se rend compte qu'aucun professionnel de la santé, humaine ou animale, ou un agronome n'a été auditionné. Pire, ils n'ont pas envisagé de soumettre à des laboratoires de biologie ou de toxicologie les effets possibles des produits chimiques qu'exigent les forages. Ces permis et ces projets sont donc particulièrement dangereux et les différents collectifs entendent bien le rappeler à cette pseudo-commission, appuyés par une mobilisation citoyenne d'ampleur.

Coralie Wawrzyniak



Fac de Nanterre, la jeunesse au rendez-vous. Comme ceux de Toulouse en début d'année et Grenoble plus récemment, le meeting de Philippe à l'université de Nanterre témoigne de la politisation de nombreux jeunes. Début 2012, la présidence de l'université décidait d'empêcher tout meeting politique au second semestre. Une bataille s'est donc engagée, avec des rassemblements, des collages dans les bâtiments, des tracts unitaires (NPA, LO, Front de Gauche)... Pour accentuer la pression et montrer notre détermination, nous avons annoncé le meeting par tract et affiche avant même d'avoir l'autorisation. Finalement, l'université a préféré céder plutôt que de se confronter à des militants du NPA présents au quotidien dans la fac, et à une communauté universitaire qui désapprouvait cette mesure. 600 à 700 personnes sont passées dans l'amphi pendant le meeting, en faisant le plus gros organisé à Nanterre depuis huit ans. L'arrivée de Philippe dans la salle a suscité un impressionnant tonnerre de cris et d'applaudissements. Après les interventions de Gaël Quirante sur la grève des postiers du 92 et de Léa sur la situation de la jeunesse, il a présenté la campagne et le programme, toujours dans une chaude ambiance. Plus d'une soixantaine de personnes nous ont laissé leur contact. Un meeting qui fait parler de lui...

Meeting réussi à Gennevilliers.

Dans une Bourse du travail remplie, 150 personnes sont venues écouter Olivier Besancenot en soutien à la campagne présidentielle du NPA. Ce meeting qui se tenait en plein cœur du quartier des Agnettes a donné la parole aux luttes: Jean Tortrat, délégué CGT à Prisma Presse, est intervenu pour expliquer leur lutte pour l'emploi. Puis un camarade du comité Poste du NPA a détaillé la récente grève de 64 jours sur le 92 et plus largement l'enjeu que représente dans ce secteur le besoin de faire converger les luttes et les grèves. Typhaine du secteur jeune du NPA a ensuite développé les attaques que subissaient les jeunes, ainsi que les mesures d'urgence nécessaires pour les combattre. Avant qu'Olivier n'intervienne, Armelle a expliqué au nom de la fédération du 92 Nord le rôle que tentait de jouer et comptait jouer le NPA dans le regroupement des luttes à l'échelle départementale. Pour finir, Olivier a dressé un tableau de la situation politique marquée par le contexte de crise du système capitaliste, pour souligner l'importance d'un parti qui soit aussi fidèle aux intérêts des travailleurs que Sarkozy l'est à ceux des capitalistes. Après des applaudissements nourris, un débat chaleureux s'en est suivi, un vingtaine de personnes ont laissé leurs coordonnées. C'est un succès tant en termes d'affluence que de construction. Cela a permis de relancer l'activité militante – plus de

1 000 affiches collées et 16 000 tracts distribués – et de redéployer l'activité du NPA sur le département: en mobilisant les milieux dans lesquels les militants interviennent (postiers, enseignants, cheminots, jeunes) et bien sûr à Asnières et Gennevilliers. Tout cela est de très bonne augure pour la suite de la campagne et les futures luttes qu'il faudra mener...

PSA d'Aulnay: décisions après la présidentielle.

La première table ronde tripartite sur l'avenir de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois n'a débouché vendredi sur aucune avancée concrète et le préfet de Seine-Saint-Denis a fixé le prochain rendez-vous à la fin juin, soit après l'élection présidentielle. L'entrevue entre l'État, représenté par le préfet, la direction du constructeur automobile et les syndicats et élus locaux a été houleuse et cinq organisations syndicales sur les sept présentes ont quitté la salle avant la fin. Les syndicats ont demandé que PSA s'engage par écrit à maintenir tous les emplois au moins jusqu'à la fin 2016, fin officielle de fabrication de la C3, et à attribuer un nouveau véhicule pour la remplacer. Mais la direction ne veut s'engager sur rien du tout. Pour Jean Pierre Mercier responsable de la CGT, «la prochaine date tombe après la présidentielle et les législatives, c'est exactement le discours de Peugeot: il ne faut pas que l'emploi soit au cœur des campagnes électorales». Pour tenter de s'affranchir de ce calendrier, jeudi prochain devant le QG de campagne de Nicolas

Sarkozy, à Paris. PSA Peugeot Citroën a refusé une nouvelle fois d'évoquer l'après-C3 en répétant, qu'Aulnay produira toujours des voitures jusqu'en 2014, sans précision au-delà. Les sites d'Aulnay-sous-Bois et de Madrid sont les plus menacés alors que PSA s'est donné deux ans pour régler la question de ses surcapacités chroniques en Europe.

«Notre santé en danger» mobilise!

La santé est une préoccupation croissante de la population, placée au deuxième ou troisième rang de ses attentes. Les enquêtes d'opinion récentes convergent sur ce point, et pourtant cette question est peu abordée dans la campagne électorale. Le collectif unitaire «Notre santé en danger», regroupant tous les partis de gauche sauf le PS, des syndicats (SUD, CGT, FSU) et un grand nombre d'associations veut donc rappeler une semaine avant le premier tour de la présidentielle combien l'accès aux soins est de plus en plus difficile et inégalitaire. Fermeture de maternités, de centres de planning et d'IVG, de services hospitaliers, de centres de santé et médico-psychologiques, d'établissements pour personnes âgées; casse de la Sécurité sociale, des médecines scolaire et du travail; extension de la désertification médicale; nouveaux partenariats public-privé destructeurs... Des rassemblements auront lieu dans plusieurs villes. À Paris, le rassemblement débutera le 14 avril à 14 h 30 place Gambetta. La situation sanitaire en Île-de-France sera au cœur du rassemblement. Les propositions nationales pour un système de santé solidaire, élaborées en commun par une cinquantaine d'organisations, seront présentées. Les candidats de

gauche, ou leurs représentants, feront état de leurs engagements par rapport à ces propositions. L'accueil se fera en musique, il y aura des animations, des stands sur les collectifs et luttes en cours.

Technicolor, nouvelle mobilisation.

Les salariés de Technicolor se sont à nouveau battus, le 24 avril à Rennes, pour défendre l'emploi. Technicolor France (ex-Thomson) emploie 1 900 salariés. 330 emplois sont menacés à Angers, dernier site de production situé dans l'Hexagone contre une dizaine au début des années 2000. Premier fabricant français de téléviseurs dans les années 1990, la société, qui compte 17 000 salariés dans le monde, s'est réorientée vers les services créateurs de contenu pour le cinéma et la télévision, autour de la marque Technicolor rachetée fin 2000. Selon Guillaume Trichard, porte-parole de l'intersyndicale, «la direction a une logique purement comptable et avance des coûts de production forcément plus élevés qu'en Asie ou en Tunisie» pour justifier son projet de se séparer de cette dernière unité de production de décodeurs en France. Pour la direction, «il y a aussi la stagnation du marché européen aggravée par la décision de France Télécom, en septembre, de mettre fin à un gros contrat» de fourniture de décodeurs. Technicolor a décidé de se concentrer sur l'usine du Brésil, où le marché est «en plein développement et la protection douanière importante». Un mandataire judiciaire est en place depuis fin février à Angers, et des discussions sur des reconversions sont en cours. Deux mobilisations ont récemment eu lieu à Angers en mars et à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) le 3 avril, au siège de Technicolor France.

NO COMMENT

Je suis réservé sur le financement intégral des campagnes par le contribuable. [...] On va demander de l'argent pour que M. Besancenot puisse insulter la société, pour que M. Mélenchon puisse accabler les institutions, pour que Mme Le Pen puisse défendre ses idées? C'est cela la moralisation? Ce serait plutôt une déresponsabilisation. Les lois sont précises. La limitation des dépenses est aujourd'hui drastique, par rapport au passé. Rien ne passe dans le filtre, tout est vérifié.

NICOLAS SARKOZY, INTERROGÉ PAR LE JOURNAL DU DIMANCHE SUR LE FINANCEMENT DES CAMPAGNES ÉLECTORALES

ARCELOR
Une marche pour l'emploi



Paris, le 6 avril. Les sidérurgistes d'Arcelor Mittal arrivent sous la tour Eiffel après avoir marché depuis Florange pour la défense de l'acier lorrain, pour la remise en route des haut-fourneaux et le maintien des emplois. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB) (lire aussi p. 11)

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail: redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6 500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse,
d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3 500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication:
François Coustal
Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr
IMPRIM'VERT®